



Uri Yacobi Keller

L'économie de l'occupation

Un bulletin socioéconomique

Boycott universitaire d'Israël

ET LA COMPLICITÉ
DES INSTITUTIONS
UNIVERSITAIRES D'ISRAËL
DANS L'OCCUPATION
DES TERRITOIRES
PALESTINIENS



Nº 23-24 * Octobre 2009

Ce document est la traduction française de: Uri Yacobi Keller,
Economy of the Occupation, Socioeconomical Bulletin N° 23.
Avec l'autorisation de l'auteur et de l'Alternative Information
Center, <http://www.alternativenews.org>
Traduction : J.-P. B. (CCIPPP & BDS-France, 2010)

This document is the French translation of: Uri Yacobi Keller,
Economy of the Occupation, Socioeconomical Bulletin N° 23.
With permission of the author and of the Alternative
Information Center, <http://www.alternativenews.org>

Shir Hever

L'économie de l'occupation

Bulletin Socioéconomique N° 23

BOYCOTT UNIVERSITAIRE D'ISRAËL et la complicité des institutions universitaires israéliennes dans l'occupation des territoires palestiniens

Octobre 2009

Publié par l'Alternative Information Center (AIC)

<http://www.alternativenews.org/>

Jerusalem
4 Queen Shlomzion Street
PO Box 31417
Jerusalem 91313
Téléphone: 972-(0)2-624-1159; 624-1424
Fax: 972-(0)2-625-3151

Beit Sahour
Building 111 Main Street
PO Box 201
Beit Sahour, Palestine
Téléphone: 972-(0)2-277-5444
Fax: 972-(0)2-277-5445

Editeur: Connie Hackbarth **Graphiste:** Tal Hever **Impression:** Latin Patriarchate Printing Press **Couverture:**
L'Université Hébraïque de Jérusalem a construit l'immeuble Rabin sur des terres expropriées du village
palestinien d'al-Issawiya, vu ici en arrière plan. Photographie de Jill Granberg, 5 décembre 2006.

Cette recherche est menée avec d'assistance de Diakonia.



L'AIC souhaite aussi remercier le partenariat de: Advocacy Project, Associazione Comunita
Papa Giovanni XXIII, Ayuntamiento de Xixon avec l'aide de Paz con Dignidad, le gouvernement basque
avec l'aide de Mundubat, Broederlijk Delen, le gouvernement catalan avec l'aide de Sodepau, le Comité
Catholique Contre La Faim Et Pour Le Développement (CCFD), Diakonia,
Gobierno de España - Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperacion avec l'aide de Mundubat,
Inter-Church Organisation for Development Cooperation (ICCO), le gouvernement irlandais avec
l'aide de Christian Aid et la Junta Castilla La Mancha avec l'aide d'ACSUR Las Segovias.



Droits réservés en partie à l'Alternative Information Center (AIC)
Ce travail est publié avec une licence de Creative Commons Attribution Noncommercial
License (USéV3.0): <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/>

Sommaire

I. Introduction	4
II. Le soutien à l'occupation des institutions universitaires israéliennes	6
III. La question du boycott universitaire d'Israël	12
IV. Les institutions universitaires israéliennes soutenant l'occupation	17
Notes et Références	20

Bien des remerciements sont dûs à Shir Hever et à Connie Hackback de l'Alternative Information Center, à Omar Barghouti du Boycott Universitaire et Culturel d'Israel (PACBI) et à Roser Zaurin de la Comission Universitaria Catalan per Palestina.

La couverture de ce bulletin et la photographie page 14 sont sous licence de Creative Commons Attribution Noncommercial License (USév3.0): (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/deed.en/>). La photographie de la page 14 a été prise par Thomas Marthinsen à Oslo, Norvège, le 20 janvier 2009.

I Introduction

1. GÉNÉRALITÉS

L'idée d'un boycott universitaire d'Israël est apparue la première fois en 2002 dans le cadre de la campagne naissante de boycott et de désinvestissement contre Israël, elle-même faisant partie de la lutte contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens et contre la violation des droits humains et nationaux palestiniens. Comparé à d'autres types de boycott, le boycott universitaire a gagné un assez large soutien parmi les syndicats et organisations universitaires, en premier lieu en Grande-Bretagne. Sans surprise, ce succès relatif a suscité un débat public et une opposition au boycott, surtout des organisations et universitaires pro-israéliennes. La campagne pour le boycott universitaire a vacillé sous ces pressions et divers degrés et mesures de boycott ont été approuvés depuis, puis souvent annulées par les associations universitaires. Les arguments en faveur de ce type de boycott se sont largement basés sur les faits de l'occupation israélienne et sur l'idée de faire pression sur Israël via son monde universitaire ; or, souvent, les particularités des institutions universitaires qu'on appelait à boycotter n'ont pas été utilisées.

Dans ce rapport, l'Alternative Information Center (AIC) souhaite informer et donner force au débat sur un boycott universitaire en procurant des informations, non pas sur la violence israélienne et les violations des droits humains, mais sur le rôle joué dans l'occupation israélienne par les institutions universitaires elles mêmes. Le rapport démontre que les institutions universitaires israéliennes (IUI) n'ont pas choisi une position neutre et apolitique vis-à-vis de l'occupation israélienne mais ont pleinement soutenu les forces de sécurité et la politique

Ce rapport est destiné à donner des moyens au débat sur un boycott universitaire en donnant des informations, non pas sur la violence israélienne et les violations de la loi internationale et des droits humains, mais sur le rôle joué dans l'occupation israélienne par les institutions universitaires

israéliennes contre les Palestiniens, malgré les suspicions sérieuses de crimes et d'atrocités qui planent sur elles. Nous croyons que quiconque argumente pour ou contre un boycott universitaire des institutions israéliennes ne devrait pas seulement regarder les faits concernant la situation des territoires palestiniens occupés, mais aussi les façons dont les institutions universitaires israéliennes font des choix politiques et prennent activement parti dans le conflit.

Ce rapport traite des faits pertinents sur les liens entre universités israéliennes et occupation.

On peut douter qu'au cours des recherches pour ce rapport, tous les faits pertinents sur le sujet aient été découverts, particulièrement du fait que certains liens économiques entre institutions universitaires et compagnies privées sont activement dissimulés par les parties impliquées. L'implication des IUI dans l'occupation prend de nombreuses formes et vise de nombreux objectifs, et on ne peut pas dire que toutes les IUI sont impliquées à la même échelle. Cependant, toutes les IUI majeures sont impliquées dans l'occupation. En réalité, toutes les IUI majeures, et certainement celles ayant les plus fortes relations internationales, se sont avérées fournir un soutien indiscutable à l'occupation par Israël. Certains des détails décrits dans ce rapport constituent les preuves d'un soutien franc et direct à l'occupation tandis que d'autres sont des détails plus mineurs, qui, néanmoins, fournissent une claire indication de l'orientation politique prise par les institutions universitaires.

Il faut souligner que les forces de sécurité israéliennes sont les premières partisans de l'occupation et par conséquent toute aide leur étant apportée est considérée ici comme un soutien à l'occupation. Il est probable que des universités d'autres pays soutiennent occasionnellement les forces de sécurité locales. Toutefois, la situation de l'armée israélienne n'est pas semblable à celle d'autres armées du monde et aucun soutien apporté aux agences de sécurité israéliennes ne peut être qualifié de « neutre ».

2. VUE D'ENSEMBLE DES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES EN ISRAËL

Il y a sept universités israéliennes : l'université hébraïque de Jérusalem, les universités de Tel-Aviv et de Bar-Ilan à Tel Aviv, l'université de Haïfa à Oranim et le Technion (Institut Polytechnique) de Haïfa, l'université Ben Gourion à Beersheva et l'institut Weizman à Rechovot. L'Open University (université libre ou populaire) israélienne, qui n'a pas d'affectation géographique spécifique en Israël, est souvent considérée aussi comme une « université », mais comme la recherche occupe une place mineure dans ses fonctions et qu'elle est beaucoup moins importante et prestigieuse que les autres universités, nous la reléguons dans la catégorie « non-université » des instituts universitaires. Il y a de nombreux établissements et instituts moins importants en Israël, dont quelques-uns ont acquis un statut et un prestige qui rivalise avec celui des universités. Le premier d'entre eux est le Centre Interdisciplinaire de Herzliya (CID), célèbre pour ses droits d'inscription élevés et pour ses riches donateurs privés

qui montrent une grande générosité. Les universités israéliennes et le CID sont probablement les IUI les plus importantes en contact avec les institutions étrangères, ainsi que les plus respectées en Israël même et par conséquent aussi les plus importantes dans le contexte de ce rapport. Au cours de cette publication nous nous référerons à elles comme aux institutions universitaires israéliennes (IUI) « majeures ».

Plusieurs IUI ont débuté avant même la fondation de l'État d'Israël. Le Technion et l'université hébraïque furent fondés par l'implantation pré-étatique juive, dans le cadre des efforts pour préparer l'État à venir. Ultérieurement, plusieurs universités israéliennes, dont les susmentionnées et l'institut Weizman, ont acquis une renommée mondiale et ont grandement contribué à l'économie et au prestige d'Israël. Le monde universitaire israélien a joui de nombreuses années de soutien gouvernemental allant de pair avec les efforts israéliens pour gagner une légitimité internationale et une reconnaissance en tant que partie du « monde développé occidental ». Avec le mouvement de l'économie israélienne vers des industries dépendantes du savoir, telles que l'informatique et l'électronique, les IUI ont pris de plus en plus de valeur à tous points de vue. L'image d'Israël a gagné un prestige politique substantiel à partir de la sphère intellectuelle développée dans l'université israélienne. Avec les changements d'Israël vers une société néolibérale, le financement des universités et des autres instituts universitaires a commencé à décliner. Avec moins d'argent et de ressources disponibles du gouvernement, les universités dépendent de plus en plus de frais de scolarité élevés (qui ont causé des grèves et des protestations étudiantes), de coupures budgétaires (qui ont conduit par exemple à une grève prolongée des enseignants) et de financements extérieurs. Ceci coïncide avec un processus de « privatisation » de l'éducation supérieure en Israël, avec la fondation de collèges privés et d'instituts qui offrent habituellement des enseignements dans les domaines « pratiques » tels que le droit ou l'ingénierie, qui commencent à entrer en compétition avec les universités pour les étudiants. Ceci a conduit à un déclin du système financier pour la plupart des universités israéliennes et des centres universitaires majeurs.

Si de nombreux chercheurs dans le domaine des humanités et de disciplines universitaires théoriques ont besoin d'à peine plus que de papier et d'un stylo pour leurs recherches, les chercheurs dans les domaines appliqués fournissant généralement les avancées technologiques les plus profitables (et en retour les plus gros revenus pour les universités elles-mêmes, et plus tard pour l'économie israélienne) exigent souvent des équipements coûteux et des laboratoires. Le capital nécessaire à l'acquisition de tels équipements est investi d'ordinaire par des universités étrangères, des compagnies privées et des donateurs. Un pourcentage substantiel de tout l'argent investi de cette façon est habituellement redirigé vers l'université en général plutôt que vers la recherche pour lequel il est destiné. Dans le climat actuel de baisse du financement gouvernemental et d'instabilité financière, les universités israéliennes peuvent être très dépendantes de tels investissements extérieurs non-gouvernementaux.

II. Le soutien à l'occupation des institutions universitaires israéliennes

PAR TYPE D'IMPLICATION

Les faits rassemblés concernant l'implication des institutions et universitaires israéliennes (IUI) dans l'occupation israélienne sont présentés ici, divisés en chapitres suivant le type et la cible de l'implication. Ceci, espérons-nous, présente un portrait général et souligne les similarités et les liens entre les actions politiques des diverses institutions. Un bref résumé classé par institution se trouve à la fin de ce rapport

I. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DANS LES IUI AU SERVICE DES FORCES ARMÉES ISRAÉLIENNES

Avec la poursuite de la résistance palestinienne à l'occupation israélienne et la détérioration de la situation économique en Israël, les forces de sécurité israéliennes se trouvent souvent en manque de personnel suffisant. La capacité du gouvernement israélien à soutenir financièrement l'armée décline graduellement et le nombre d'Israéliens voulant être enrôlés diminue¹. Pour maintenir l'occupation avec succès, les forces de sécurité israéliennes deviennent lourdement dépendantes de moyens technologiques et de développement qui facilitent une poursuite de l'occupation avec moins de main-d'œuvre et de soutien gouvernemental (ceci a encouragé, par exemple, des compagnies commerciales à appuyer des unités militaires israéliennes particulières)².

Les progrès technologiques permettent, d'une part, le fonctionnement quotidien des outils de l'occupation, comme les checkpoints, avec moins de soldats, et d'autre part fournissent aux industries sécuritaires israéliennes de nouveaux produits à vendre et exporter à l'étranger, compensant ainsi le manque de financement gouvernemental et permettant à l'occupation de continuer.

Quoique l'armée israélienne entretienne plusieurs unités internes de Recherche et Développement (R&D), surtout dans le corps du renseignement militaire, ces dernières ne peuvent pas satisfaire tous les besoins technologiques de l'armée. L'essentiel de la R&D pour les forces de sécurité est réalisé par des compagnies privées et par des institutions universitaires, souvent en coopération entre elles et avec l'armée³.

Le Technion, l'institution israélienne la plus renommée pour les sciences appliquées telles que l'ingénierie et l'informatique, s'est quasiment enrôlé dans l'armée. Le Technion, comme la plupart des universités israéliennes, est fier de ses projets en R&D conduits pour les forces de sécurité israéliennes⁴. Comme exemple des projets les plus brutaux, il y a le développement du bulldozer «D9» télécommandé utilisé par l'armée israélienne pour démolir les maisons palestiniennes⁵ et la mise au point d'une méthode pour détecter les tunnels souterrains, développée spécifiquement pour assister l'armée israélienne dans son siège continu de la bande de Gaza⁶. L'étendue de la coopération entre le Technion et l'armée israélienne a été démontrée quand le Technion a ouvert un centre pour le développement de l'optoélectronique en complet partenariat avec Elbit⁷, une des plus grosses compagnies privées israéliennes de recherche sur l'armement, aussi lourdement impliquée dans le développement pour l'armée israélienne⁸.

Quoique le Technion soit l'institution universitaire la plus connue et la plus prestigieuse coopérant avec l'armée israélienne pour développer des techniques militaires, elle n'est pas la seule à le faire. Un rapport récent de la Palestinian Society de la School for Oriental and African Studies (SOAS) a révélé que l'université de Tel-Aviv a participé à pas moins de 55 projets technologiques associés avec l'armée israélienne, particulièrement dans le domaine de l'optoélectronique⁹. Elle a hébergé des congrès sur l'optoélectronique¹⁰ et la robotique¹¹ auxquels participaient des firmes d'armement. L'université Bar-Ilan a aussi participé à une recherche en coopération avec l'armée, particulièrement pour développer l'intelligence artificielle pour les véhicules de combat sans pilote¹².

D'autres instituts universitaires tels que l'institut Weizman ont été aussi impliqués dans le développement au service de l'armée israélienne¹³. Des institutions universitaires comme le Centre Interdisciplinaire de Herzliya¹⁴ ou le collège de Holon¹⁵ sont fiers du fait que leurs étudiants travaillent ensuite dans des compagnies d'armement comme Elbit et RAFAEL. L'institut Wingate a aussi des projets coopératifs avec les forces de sécurité israéliennes, quoiqu'ils concernent plus la forme physique que le développement d'armes¹⁶.

Un exemple des fruits mortels d'une telle coopération fut révélé pendant les attaques militaires d'Israël contre la bande de Gaza, quand au moins 29 civils Palestiniens furent tués par un drone israélien¹⁷.

Un des problèmes pour estimer l'étendue exacte de la participation universitaire dans la recherche militaire est que l'essentiel de cette recherche ne s'identifie pas comme militaire. Les compagnies privées commerciales sont devenues une part importante de la structure universitaire en mettant de l'argent dans les universités et en s'impliquant directement au niveau universitaire.

Beaucoup d'étudiants israéliens vont vers des études universitaires en ingénierie ou en informatique en espérant une carrière dans un secteur High Tech lucratif. Dans les études pour des diplômes de haut niveau, il est

devenu pratique courante dans plusieurs universités israéliennes, pour les étudiants en maîtrise ou en thèse, d'avoir un professeur d'université comme enseignant formel, mais quelqu'un d'extérieur à l'université comme instructeur de facto. Cette personne extérieure est d'ordinaire un chercheur ou un manager d'une société commerciale high-tech qui guide l'étudiant dans une recherche fortement liée à celles de la société.

Quoiqu'il soit difficile de détecter ce type d'implication, parce qu'elle est rarement mentionnée dans les documents officiels, on trouve des indicateurs de ce processus dans la coopération et les liens entre les instituts universitaires et des compagnies telles qu'Elbit, RAFAEL et autres créateurs d'armes. C'est particulièrement apparent au Technion qui, en plus de ce qui précède, a aussi formé des ingénieurs spécifiquement pour travailler dans Elbit¹⁸ et RAFAEL¹⁹ et où des étudiants ont été impliqués directement dans le développement d'armes complexes au cours des recherches pour leurs thèses universitaires²⁰. En juin 2008, Elbit a annoncé publiquement que lors de chacune des cinq années à venir il attribuerait un demi-million de dollars de bourses à des étudiants chercheurs au Technion²¹. Cette publicité inhabituelle du parrainage de recherche est un indicateur de la relation spéciale entre le Technion et Elbit.

A un niveau plus élevé, il est intéressant de noter que Yossi Ackerman, président et PDG d'Elbit, a reçu un titre de docteur honoris-causa du Technion²² tandis que Haï Russo, directeur de la branche El-op d'Elbit (qui se spécialise dans l'équipement militaire) a été nommé au quaternion du Technion²³. La direction du Technion a même rendu publiques des rencontres et des discussions sur la coopération de recherche avec Elbit²⁴. Cependant, si le Technion semble renforcer publiquement ses liens, il n'est pas le seul. Elbit, RAFAEL et d'autres fabricants d'armes participent fréquemment à presque toutes les 'foires de l'emploi' (à l'occasion desquels les sociétés envoient des représentants sur les campus pour recruter des étudiants) dans beaucoup de grandes universités²⁵ et les universités elles-mêmes oublient rarement de mentionner les noms de ces compagnies quand elles annoncent ces foires.

Michael Federmann, président du conseil d'administration d'Elbit, est aussi membre des conseils d'établissement de l'institut Weizmann et de l'université hébraïque. Ce fait indique que ces deux universités très prestigieuses, renommées dans les domaines scientifiques liées aux hautes technologies, peuvent être aussi profondément impliquées avec des compagnies de recherche d'armements. L'institut Weizman a aussi coopéré avec Elbit pour créer un programme spécial de recherche orientée vers l'optoélectronique pour des étudiants du secondaire dans les usines d'Elbit²⁶.

En annonçant les bourses de recherche d'Elbit au Technion susmentionnées, le président du Technion Yitzhak Apeloighe a déclaré : « Ce nouveau programme que nous lançons et la donation annuelle qu'Elbit Systems va faire [...] sont un exemple de la coopération florissante entre le Technion et l'industrie » Le président et PDG d'Elbit Yossi Ackerman a déclaré lors du même événement : « L'investissement en recherche et développement est un des principaux facteurs des succès d'Elbit jusqu'à présent, et il est vital dans la compétition mondiale des industries sécuritaires²⁷ ».

2. SOUTIEN AUX SOLDATS ISRAÉLIENS ET DISCRIMINATION CONTRE LES ÉTUDIANTS PALESTINIENS

Constituant une partie importante d'une société militarisée sur le pied de guerre dans laquelle le service armé est un consensus fondamental, les universités israéliennes et instituts universitaires tendent à fournir un traitement préférentiel aux étudiants soldats, ex-soldats et réservistes.

La loi israélienne elle-même stipule que les universités accordent un traitement spécial aux étudiants réservistes²⁸ et aucune université n'a jamais exprimé d'opposition même symbolique à cette interférence politique dans la sphère universitaire ; au contraire, presque toutes sont venues avec leurs moyens originaux au devant des soldats pour les soutenir ainsi que le programme guerrier israélien (bien au-delà de ce qui demande la loi). Le moyen le plus ordinaire est l'attribution de bourses et d'avantages universitaires, parfois seulement basées sur le service militaire passé, présent ou futur. Beaucoup de bourses, y compris certaines bourses de l'université, sont attribuées aux candidats qui ont servi dans l'armée²⁹ et il est aussi facile de trouver des bourses attribuées uniquement aux soldats³⁰. L'université de Haïfa, par exemple, a sponsorisé des bourses d'études réservées aux soldats en mémoire des soldats tombés³¹. D'autres formes d'aide universitaire attribuées aux soldats étudiants incluent des cours supplémentaires gratuits, des dates d'examens particulières, et la prise en compte d'absences des cours. Cette prise en compte est plus généreuse que celle donnée aux étudiants qui demandent de telles mesures pour des raisons de santé par exemple. Récemment les IUI ont même commencé à reconnaître les cours d'entraînement militaire comme des unités de valeur³². Presque tous les instituts universitaires et universités en Israël donnent certains avantages universitaires (quoique parfois faibles) aux soldats en général, et aux soldats combattants et vétérans des unités d'élite en particulier³³, un soutien qui tend à augmenter pendant les périodes de combats intenses, par exemple la seconde guerre du Liban ou l'attaque de 2008-09 sur Gaza.

La période de l'opération « Plomb fondu » -- l'attaque d'Israël sur Gaza qui a conduit à la mort de plus d'un millier de Palestiniens -- a témoigné d'une augmentation distincte du soutien universitaire apporté aux soldats. L'université Ben Gourion a surpassé toutes les autres en donnant une allocation spéciale de 180 NIS (approximativement 35 €) par jour de service aux étudiants s'engageant comme réservistes, en plus des autres

avantages³⁴. L'université hébraïque³⁵, le Technion³⁶, l'université de Haïfa³⁷ et l'université Bar Ilan³⁸ ont aussi donné aux étudiants réservistes participant au combat des avantages universitaires en plus des avantages ordinaires pour les réservistes. Parmi les instituts non universitaires, le plus remarquable est probablement le centre universitaire Peres, qui a fourni des bourses de 10 000 NIS (environ 2000 €) aux vétérans de l'opération³⁹.

La période de « Plomb fondu » n'est pas la première pour un tel soutien exceptionnel. L'université hébraïque, par exemple, a annoncé une bourse spéciale de 1500 NIS (300 €), en plus des autres avantages universitaires, aux étudiants partis comme réservistes dans des unités de combat pendant plus de trois semaines pendant l'« opération rempart » en 2002⁴⁰, encourageant ainsi activement les étudiants à participer aux combats qui se sont soldés - entre autre - par la dévastation complète du camp de réfugiés de Jénine et la suspicion d'autres crimes de guerre⁴¹. Le collège Hadassah de Jérusalem a fourni des avantages similaires⁴².

Le Centre Interdisciplinaire de Herzliya (CID), probablement le plus prestigieux de tous les instituts supérieurs non universitaires israéliens, a fait du soutien à l'armée israélienne une partie intégrante de son programme public. Le CID réserve 10 % de ses effectifs étudiants à des anciens combattants des unités de combat d'élite de l'armée israélienne, qui bénéficient en plus de critères d'acceptation abaissés⁴³. De plus il donne des bourses aux anciens combattants des unités de combat d'origine juive-Ethiopienne⁴⁴. Le CID s'enorgueillit aussi d'avoir donné un soutien supplémentaire aux soldats étudiants pendant les attaques sur Gaza⁴⁵. La méthode consistant à donner une bourse importante sur la seule base d'un ancien service dans l'armée israélienne est devenue populaire dans beaucoup de collèges plus petits et moins renommés, particulièrement dans les domaines high-tech tels que l'ingénierie. Le collège Tel Hai et la Kiryia for Engineering and Technology, par exemple, offrent chacun une bourse de 90 % aux anciens soldats⁴⁶.

L'armée israélienne organise des programmes de « réserve universitaire » dans laquelle elle finance les études de futurs soldats en échange d'un service prolongé. Percevoir les frais de scolarité de l'armée plutôt que des étudiants eux-mêmes ne signifie pas, bien sûr, que ces universités soutiennent l'armée, mais plusieurs de ces programmes sont conduits, sponsorisés et facilités par les instituts universitaires eux-mêmes. Le programme de réserve universitaire «Atidim», par exemple, est sponsorisé par l'IDC de Herzliya, le collège de Judée et Samarie, le collège Afeka, le collège universitaire d'ingénierie de Jérusalem et le Collège de la vallée du Jourdain (ainsi que par des sociétés d'armement comme Elbit)⁴⁷. Plusieurs universités sponsorisent aussi «Atidim». Le Technion par exemple prend une part active dans le programme⁴⁸ et a même attribué un titre honoraire au commandant militaire des Atidims⁴⁹. Les participants au programme mixte armée-université hébraïque «Talpiot », destiné aux étudiants en sciences qui intégreront ensuite les services de R&D de l'armée, portent l'uniforme tout au long de leurs années d'études et vivent dans une base spéciale de l'armée située sur le campus de l'université⁵⁰. De même, le programme «Havatzalot » pour les futurs officiers de renseignement militaire dispose d'une base militaire sur le campus de l'université de Haïfa⁵¹. Le programme de réserve universitaire «Brakim » est aussi codirigé par le Technion et par l'armée israélienne⁵², qui, avec l'université de Tel-Aviv, permet à l'armée d'utiliser leurs excellents programmes universitaires au bénéfice du programme «Psagot»⁵³. Ces derniers programmes sont considérés comme très prestigieux. Ils incluent parfois des cours fermés aux autres étudiants et leurs participants se voient attribuer une indulgence et une flexibilité différente de celles offertes aux autres étudiants. L'université hébraïque, par exemple, organise des cours spéciaux, des classes et des dates d'examens exclusivement pour les étudiants soldats de «Talpiot ».

En 2008, l'université hébraïque a remporté un appel d'offres pour établir et administrer une école de médecine militaire, conçue spécifiquement pour former le personnel médical des forces armées israéliennes⁵⁴. Cette école signifie la création d'un département spécial pour les futurs soldats. On ne sait pas quelles autres universités ont répondu à l'appel d'offres sauf l'université Ben Gourion, qui a déclaré être l'auteur de l'idée même de cette école et à ainsi contesté l'attribution à l'université hébraïque⁵⁵. Les médecins militaires israéliens ont depuis longtemps été accusés de collaborer à la torture et aux violations des droits de l'homme dans les centres de détention et les installations militaires⁵⁶.

Ces seuls exemples sont des preuves claires du soutien inconditionnel donné par les universités et les collèges israéliens à l'armée israélienne et à la politique gouvernementale, mais les examiner seulement de ce point de vue cache une partie du tableau. Ce type de soutien, que ce soit par bourses, transferts d'argent, avantages universitaires ou indulgences, est aussi discriminatoire contre ceux qui ne sont pas enrôlés dans l'armée israélienne.

La conscription dans l'armée israélienne est obligatoire mais de nombreux jeunes Israéliens sont exemptés du service pour raisons de croyances religieuses et de santé. Il y a aussi un nombre petit mais important d'objecteurs de conscience qui sont parfois emprisonnés à cause de leur refus d'être incorporés. Tout traitement préférentiel ou de faveur des soldats est une discrimination contre ces groupes, mais la discrimination la plus complète se manifeste contre les citoyens Palestiniens d'Israël qui, contrairement à la plupart des autres groupes ethniques, ne sont pas conscrits de l'armée israélienne. Dans le passé, ceci a été utilisé dans de nombreux cas pour discriminer les citoyens Palestiniens, particulièrement en matière d'emploi⁵⁷. Puisque tout traitement préférentiel de soldats et d'ex-soldats doit nécessairement être considéré comme une discrimination concrète contre les Palestiniens, il faut constater que cette pratique est répandue dans le système israélien de l'enseignement supérieur.

Le petit collège Carmel a causé un tumulte quand une conversation enregistrée entre les fonctionnaires du collège a confirmé qu'un Département tout entier était fermé par ce que « trop d'étudiants » Palestiniens s'y étaient inscrits⁵⁸. Mais ceci est une exception. La discrimination contre les citoyens Palestiniens d'Israël est habituellement bien plus subtile, en employant des critères administratifs basés sur le service militaire antérieur pour bénéficier de services universitaires. Par exemple, le programme «Atidim» de réserve universitaire, déjà mentionné, fait aussi tourner un programme de financement d'études pour des étudiants d'origine sociale marginalisée ou affaiblie. Alors que ce programme n'a pas de rapport avec le service militaire, il n'inclut que des villes et des colonies dont la population est enrôlée dans l'armée (ou, en d'autres termes, dont la population ethnique n'est pas palestinienne)⁵⁹. Tous les organismes susmentionnés soutenant «Atidim» doivent être considérés comme encourageant la discrimination raciale. De telles mesures bureaucratiques discriminatoires ont été aussi utilisées par l'université de Haïfa pour exclure des citoyens Palestiniens d'Israël des logements étudiants subventionnés de son campus⁶⁰. La Cour Suprême d'Israël elle-même s'est prononcée contre l'université et a déclaré qu'un tel traitement constitue une discrimination et devrait être aboli, mais il est évident d'après les exemples mentionnés ici que le traitement préférentiel pour les soldats, ex-soldats et futurs soldats est profondément enraciné dans pratiquement toutes les IUI et devrait par conséquent être considéré comme discriminatoire contre les Palestiniens citoyens d'Israël.

Alors que les citoyens Palestiniens d'Israël constituent plus de 20 % de la population du pays, seuls 9,5 % des étudiants en licence, 4,8 % des étudiants en maîtrise 2, 3,2 % des doctorants et un maigre 1 % du personnel universitaire des IUI sont Palestiniens⁶¹. Il y a trois fois plus de chances que les candidats Palestiniens soient rejetés par les IUI que les candidats Juifs⁶². Cette situation doit aussi être une conséquence de la discrimination et de la négligence de l'éducation des citoyens Palestiniens d'Israël à tous les niveaux, mais les universités israéliennes et les collèges ne semblent pas s'intéresser à cette situation. Quoique l'arabe soit une langue officielle d'Israël et la première langue de plus d'1/5 de la population israélienne, aucune des IUI n'a de programmes d'études en arabe.

La discrimination est parfois utilisée par les institutions universitaires contre des Palestiniens non inscrits dans ces institutions. L'université hébraïque, par exemple, exige une «attestation d'intégrité» délivré par la police pour les visiteurs Palestiniens de son campus, soi-disant pour s'assurer que ce ne sont pas des terroristes. Ceci n'est pas exigé des visiteurs Juifs⁶³.

3. PARTICIPATION À L'ENTRAÎNEMENT MILITAIRE ISRAËLIEN.

Le soutien à l'armée et à la politique israéliennes par les institutions universitaires peut aussi concerner des interventions plus directes de soutien aux forces armées et d'orientation de la politique du gouvernement israélien.

Un des développements les plus importants de l'occupation israélienne ces dernières années a été la privatisation graduelle et le transfert de beaucoup de fonctions sécuritaires, à la fois en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, vers des compagnies privées. Avec un garde à la porte de la plupart des supermarchés et des restaurants en Israël et des sociétés de sécurité privées gérant certains des plus grands check-points en Cisjordanie, le besoin en gardiens de sécurité baisse rarement. Cependant être un gardien de sécurité n'est pas considéré comme un travail très prestigieux, et la plupart des gardiens tendent à venir des plus bas milieux de la société israélienne. De même, les plus grosses institutions universitaires établies n'ont pas grand-chose à voir avec ce genre de travail, alors que certains des collèges plus petits, dans un effort pour attirer plus d'étudiants, proposent des cours et des programmes entiers pour entraîner des étudiants à devenir des officiers de sécurité, avec une claire orientation vers les sociétés de sécurité privées et les forces de sécurité de l'Etat. Certains de ces collèges, telles que l'Israeli College for Security and Investigation, ont un programme officiel qui prépare l'intégration des étudiants dans les services de sécurité⁶⁴. D'autres instituts, comme le College for Management, comptent un programme d'études sécuritaires et déclarent explicitement que le futur emploi des participants dans les services sécuritaires opérationnels d'Israël est clairement optionnel⁶⁵.

L'implication des instituts plus prestigieux dans la formation est habituellement réservée à des liens plus directs et plus profonds avec les agences de sécurité israéliennes. Le collège Commandement et Personnel de l'armée (PUM) est le principal institut pour l'entraînement du personnel d'officiers et de direction. Depuis 1969 l'entraînement au PUM a aussi un volet universitaire, d'abord pris en charge par l'université de Tel-Aviv puis par l'université hébraïque⁶⁶. Outre le PUM, l'armée israélienne a d'autres collèges militaires qui, selon les données de 2005, sont aussi sous les auspices universitaires de l'université hébraïque et sont supposés être développés dans le campus de l'université hébraïque⁶⁷. L'entraînement militaire est aussi une grosse partie de l'institut Wingate⁶⁸, qui est avant tout un institut universitaire dans le domaine de la forme physique et des sports. Une base militaire d'entraînement complète est localisée à l'institut Wingate⁶⁸, et elle fonctionne souvent comme un équipement d'entraînement de l'armée⁶⁹. Le collège Z'fat, une branche de l'université Bar-Ilan, a un programme universitaire exclusif pour l'entraînement des membres des Services de sécurités généraux [services secrets] d'Israël (GSS, Shabak, ex Shin Bet)⁷⁰, une organisation notoirement connue pour l'utilisation de la torture et des violations des droits humains au cours de l'occupation des territoires occupés palestiniens⁷¹. Les participants à ce programme reçoivent leur licence après 16 mois seulement (comparé aux trois ans requis pour une licence ordinaire)⁷². Il était prévu que ce programme parte vers l'université hébraïque plus prestigieuse mais ce plan a été finalement révoqué (intéressant,

l'annulation a eu lieu après que des militants aient menacé de faire connaître ces éléments à ce qui était alors une campagne de boycott universitaire en développement en Grande Bretagne)⁷³. L'université Bar Ilan a aussi d'autres types de programmes à l'intention des officiers de haut rang⁷⁴.

Certains des plus prestigieux programmes de l'armée incluent eux-mêmes des parties universitaires substantielles. Dans le cadre de leur entraînement, les pilotes militaires reçoivent une licence de l'université Ben Gourion à l'issue d'une seule année (au lieu de trois normalement)⁷⁵. Les étudiants qui suivent la formation de capitaines de la marine de guerre, une des plus prestigieuses de l'armée, reçoivent une licence de l'université de Haïfa⁷⁶.

4 IMPLICATION DIRECTE DANS L'OCCUPATION ISRAËLIENNE.

Les trois chapitres précédents ont décrit un soutien indiscutable de l'occupation par virtuellement toutes les universités israéliennes et autres institutions universitaires, principalement par le soutien aux forces de sécurité israéliennes, leur politique et leurs actions. Plusieurs universités ont franchi un pas de plus et sont devenues directement impliquées dans l'occupation israélienne.

Le cas le plus flagrant est celui du Collège de Judée et Samarie, fondé par l'université Bar Ilan à Ariel, une colonie israélienne sur le territoire palestinien⁷⁷. Alors que des tentatives ont été faites pour faire de ce collège une université à part entière [réalisé en janvier 2010, n.d.t.], la responsabilité de l'université Bar Ilan ne doit pas être sous-estimée. Il s'agit d'un effort évident des autorités israéliennes pour cimenter le statut de la colonie d'Ariel comme partie d'Israël, avec la pleine coopération et acceptation de l'université. Dans un court film d'accueil, l'ancien chef d'état-major israélien Moshe Ya'alon déclare que le collège Ariel a une valeur « stratégique » importante, et qu'il fortifie les « futures frontières d'Israël »⁷⁸, ce qui rend indéniable que le collège fait partie d'une intention israélienne d'éterniser la présence de la colonie d'Ariel.

Le collège Herzog est un autre institut universitaire localisé dans une colonie, située dans le bloc de colonies de Gush Etzion⁷⁹.

L'université hébraïque de Jérusalem est aussi devenue complice de la construction de colonies sur les terres palestiniennes. Son campus du Mont Scopus est situé dans la ligne verte, mais proche des terres palestiniennes dans quasiment toutes les directions. Depuis les années 1970, pour agrandir son campus, l'université a cherché à expulser neuf familles palestiniennes qui vivent sur les terres adjacentes. L'université hébraïque a déjà construit sur des terres appartenant aux villages palestiniens de Lifta, al-Issawiya, et Wadi al-Joz. En 2004, l'université a commencé une expansion sur une autre zone appartenant aux Palestiniens, pour y construire des parkings, des bureaux et des logements étudiants⁸⁰. Une grande partie des logements étudiants de l'université hébraïque sont situés à French Hill, un quartier colonie de Jérusalem. Cette zone de logements sert aussi l'académie des arts Bezalel.

L'université de Tel-Aviv est située sur la terre du village palestinien détruit Skeikh Muwanis. D'après Zochrot, certaines parties des terres de l'université ont été confisquées par Israël et non achetées aux propriétaires Palestiniens de la zone⁸¹. L'université de Tel Aviv n'a jamais reconnu les faits concernant le territoire qu'elle utilise et n'a jamais reconnu l'histoire de son campus.

Centres de savoir et de personnes influentes, les universités israéliennes sont parfois impliquées non seulement dans une saisie de terres pour leur compte, mais aussi dans la détermination de la politique officielle d'occupation israélienne. Les cas où la recherche universitaire fusionne avec la politique gouvernementale ou sécuritaire sont difficiles à détecter, mais celui du Département de géostratégie de l'université de Haïfa est un cas clair. Un des membres les plus éminents du Département est Arnon Sofer, qui le dirige et dirige le Collège pour la sécurité nationale de l'armée⁸². Dans un article célébrant cinq années de travail du Département de géostratégie, Sofer se vante de l'influence du Département sur les politiques prises par Israël dans des sujets tels que le Mur de séparation et le droit palestinien au retour⁸³. Le Département, partie officielle de l'université de Haïfa, prend ainsi une attitude politique claire, Sofer mentionne que le sujet directeur du département est le « problème démographique » (l'université de Haïfa a aussi organisé une conférence sur ce sujet)⁸⁴, une façon de définir le taux de reproduction parmi les Palestiniens, qui est plus élevé que celui des Juifs israéliens, comme un « problème ».

5. OFFICIERS MILITAIRES DE HAUT RANG DANS LES UNIVERSITÉS ISRAËLIENNES

Le consensus israélien n'a jamais accepté le débat sur la légalité des actions israéliennes pendant les différentes guerres d'Israël vis-à-vis de la population palestinienne dominée. La légitimité des forces de sécurité israéliennes est tenue pour acquise dans tous les cas, indépendamment des actions entreprises ou du niveau de destruction et de tort causé aux Palestiniens. Toute tentative de soulever la question d'une manière qui ne présuppose pas un haut niveau moral des forces de sécurité israéliennes est automatiquement marginalisée par les médias dominants et les politiciens, et qualifiée de « radicale » et de « non patriotique ».

Les universités israéliennes ont adopté ce consensus en acceptant dans leurs rangs d'anciens membres des services de sécurité d'Israël, sans considération des aspects problématiques de ce qu'ils ont pu faire dans leurs

anciennes positions. Le rôle de l'ex colonel Pnina Sharvit-Baruch dans l'approbation et l'organisation de la justification légale des bombardements et de la dévastation de la bande de Gaza en décembre 2008 -- janvier 2009 par Israël n'a pas empêché l'université de Tel-Aviv de la nommer à un poste d'enseignant⁸⁵. La réponse de l'université au tollé de militants et d'enseignants contre cette nomination a été que « l'université ne juge pas les opinions politiques des enseignants et encourage la présence d'une multitude d'opinions politiques »⁸⁶. Sharvit-Baruch, cependant, non seulement « soutient une certaine opinion politique », mais en son temps comme colonel, Sharvit-Baruch a spécifiquement autorisé le meurtre de civils Palestiniens, ce qui fait d'elle une possible complice de crimes de guerre. Et ceci indépendamment de ses opinions politiques.

Similairement, le passé de Carmi Gilon comme directeur des Services de sécurités généraux (GSS), une organisation particulièrement connue pour la torture et les violations des droits humains des Palestiniens, accusée par plusieurs associations d'avoir commis des crimes de guerre⁸⁷, n'a pas amené l'université hébraïque à reconsidérer sa nomination au poste de Vice-président pour les Affaires extérieures⁸⁸. Ces nominations d'anciens officiers de haut rang des services de sécurité israéliens peuvent paraître très naturelles dans le contexte du consensus israélien, où ils jouissent de pas mal de prestige, mais le consensus israélien est lui-même très radical et ne devrait en aucun cas être considéré comme une norme.

6. LE BAILLONNEMENT DES DÉSACCORDS POLITIQUES DANS LES UNIVERSITÉS ISRAÉLIENNES

Les universités israéliennes et les institutions universitaires sont supposées permettre la liberté d'expression sur leur campus, de même que la formation d'organisations politiques et de groupes étudiants. Jusqu'à un certain degré, c'est effectivement la situation et on ne peut pas dire que les étudiants sont dans une impossibilité totale d'exprimer leurs opinions sur les campus israéliens. Il y a, toutefois, plusieurs exceptions notables qui offrent un aperçu de la politique sous-jacente de plusieurs universités, politique grave par elle-même.

En 2009, une cérémonie de remise de diplômes pour les étudiants en mastère 2 de l'université Technion s'est conclue, comme beaucoup de cérémonies officielles en Israël, par le chant de l'hymne national, Hatikva. Le diplômé du mastère et militant Eyal Rosenberg, contrairement aux autres étudiants, est resté assis pendant le chant de l'hymne. Il a reçu ensuite une lettre officielle du doyen de l'université, le dénonçant et l'avertissant de ne pas venir à la prochaine cérémonie⁸⁹. Cet exemple d'attitude nationaliste prenant le dessus sur les notions universitaires n'est pas le seul. En 2008, le président israélien Shimon Peres a visité l'université hébraïque de Mont Scopus. De passage par la bibliothèque il s'est approché de plusieurs étudiants et leur a posé des questions. Ali Baher, citoyen Palestinien président du Comité des Etudiants Arabes de l'université hébraïque, a refusé de serrer la main de Peres et l'a appelé « assassin d'enfants ». La sécurité de l'université l'a immédiatement arrêté et détenu pendant plus de trois heures⁹⁰. Sa carte d'étudiant a été confisquée et il est passé ensuite devant un comité disciplinaire. L'université Ben Gourion a aussi agi contre des militants politiques : ses gardes de sécurité ont commencé à photographier et à suivre des militants politiques de gauche, particulièrement pendant l'attaque militaire israélienne sur Gaza, mis en place des obstacles abusifs et illégaux, et même empêché les étudiants d'organiser des manifestations politiques et activités légales⁹¹.

Le cas le plus connu, cependant, s'est produit en 2008 au collège universitaire de Sapir à Sderot. Nizar Hassan, un réalisateur et enseignant de cinéma du collège, a demandé à un étudiant de ne plus venir dans sa classe en uniforme à l'avenir, après que l'étudiant, revenant d'une période de réserve, soit entré dans le cours de Hassan en uniforme et portant un fusil. Ce cas a été suivi d'un énorme tollé médiatique, incluant de fausses informations dans les médias dominants d'Israël disant que Hassan avait jeté l'étudiant hors de sa classe et fait des remarques antisémites (informations complètement démenties par les étudiants de la classe de Hassan). Le collège a été soumis à des pressions intenses de hauts officiers de l'armée pour réprimander Hassan, qui n'a pas reçu le soutien de son administration. La question de savoir si un enseignant peut décider de ce qu'un étudiant peut ou non porter est légitime et certains pourraient argumenter qu'effectivement Hassan n'avait pas le droit de demander à l'étudiant de ne pas venir en classe en uniforme. Ceci, toutefois, n'est pas une question de vêtements, sinon la même chose se serait produite dans le cas d'un autre enseignant au collège Sapir qui avait demandé à une étudiante Bédouine de ne pas venir en classe voilée. Plus tard en 2008, le collège Sapir a entamé une procédure pour chasser Hassan de son poste au collège à cause de l'incident⁹². Que cette mesure ait été prise indépendamment par le collège ou en capitulant sous la pression de l'État et des chefs de l'armée, elle montre une considération spéciale accordée à l'armée israélienne par le collège.

III La question du boycott universitaire d'Israël

I. HISTOIRE ACTUALISÉE DU BOYCOTT UNIVERSITAIRE D'ISRAËL

On considère que la notion d'un boycott universitaire d'Israël a été introduite pour la première fois dans une lettre ouverte au journal Guardian en Grande-Bretagne en 2002⁹³. Elle fut rédigée au vu de l'usage disproportionné de la force contre les Palestiniens par Israël pendant la deuxième Intifada, et de la mort de milliers de civils Palestiniens par les troupes israéliennes. La lettre, écrite par Steven and Hilary Rose et signée par beaucoup d'autres universitaires et érudits distingués, appelle à un « moratoire [...] de tout soutien [par des bourses et des contrats avec les instituts de recherche israélien] nouveau [privilegié] à moins et jusqu'à ce qu'Israël se conforme aux résolutions de l'ONU et ouvre un espace de négociation sérieux avec les Palestiniens selon les directions proposées dans de nombreux plans de paix, dont le plus récent parrainé par l'Arabie Saoudite et la ligue Arabe ». Il est vraisemblable que certaines formes de boycott, décidées à un niveau plus personnel, étaient en place avant cette lettre, mais c'est seulement après la lettre du couple Rose qu'un débat sérieux et ouvert a commencé sur la notion de boycott universitaire. Sans surprise, la lettre a aussi provoqué une furieuse opposition, surtout, mais pas exclusivement, venant d'universitaires et d'associations pro-israéliennes.

Il est important de noter que l'argumentation de la lettre des Rose tourne autour du boycott universitaire comme mesure pouvant être efficace pour mettre fin à l'occupation, et pas sur l'implication des universités israéliennes dans l'occupation. Via des sanctions, déclarait le couple Rose, Israël pouvait être plus poussé à terminer l'occupation.

D'autres actions ouvertes de boycott eurent lieu les années suivantes, mais elles furent plus ou moins restreintes à des décisions prises par des individus et ne suscitèrent pas un intérêt international. Ce ne fut pas avant 2005 qu'un boycott plus organisé et public fut déclaré avec succès. L'Association Britannique des Enseignants Universitaires (AUT) vota le boycott de l'université Bar Ilan à cause de sa responsabilité dans le collège de Judée et Samarie (qui, comme indiqué, est situé dans une colonie) et de l'université de Haïfa, à cause de son traitement jugé controversé de l'enseignant israélien Ilan Pappé. Le raisonnement de ces boycotts différait de celui de la lettre des Rose, car il visait certaines institutions universitaires à cause d'actions spécifiques plutôt que tout le système académique israélien. Il n'est pas surprenant que ce premier acte réussi de boycott organisé ait suscité une large opposition tant en Israël qu'à l'extérieur. Une immense pression fut exercée sur l'AUT. À peine plus d'un mois après son approbation, le boycott fut rétracté.

L'année suivante, en 2006, le deuxième syndicat universitaire britannique de l'époque, la National Association of Teachers in Further and Higher Education (NATFHE), approuva ce qui fut considéré en soi comme une mesure de boycott -- une motion recommandant à tous les membres de reconsidérer tout lien avec des enseignants et des institutions universitaires ne s'opposant pas ouvertement à l'occupation. Il est important d'analyser la tentative de boycott de NATFHE parce qu'elle comporte plusieurs différences importantes avec l'essai antérieur d'AUT.

D'abord, le boycott de NATFHE ne visait pas seulement les institutions universitaires mais aussi les universitaires. De plus, le critère du boycott était que l'université en question ait ou non rejeté ouvertement l'occupation. Cela signifiait que l'argument selon lequel ce boycott s'était avancé dans le domaine de la discrimination politique avait un grain de vérité ; les opinions politiques plutôt que les actions étaient jugées par la motion de boycott. Cette motion demandait essentiellement que tous les universitaires et les institutions universitaires israéliennes prennent position politiquement. Une telle demande engendre un certain nombre d'incertitudes parce que, par exemple, les critères exacts de l'opposition à l'occupation ne sont pas clairs. Un professeur qui s'oppose personnellement à l'occupation mais qui n'a pas publié un article défendant sa position politique est-il ou non considéré comme opposant? Et si une institution universitaire déclare son opposition à l'occupation, mais continue à soutenir l'armée israélienne?

Ensuite, en dernier lieu la motion de boycott de NATFHE n'était qu'une suggestion et pas une action affirmée. Tous les membres de NATFHE étaient simplement invités à reconsidérer tous les liens avec les universitaires et institutions israéliennes ne s'opposant pas à l'occupation, mais aucune action collective ne fut décidée. C'était à peine plus qu'une déclaration symbolique, car les universitaires qui avaient décidé d'un boycott universitaire personnel étaient libres de le faire même avant la motion du NATFHE. Quoiqu'il ne faille pas sous-estimer les pas symboliques, le simple encouragement à des universitaires à considérer un boycott sur une base personnelle, non déclarée, peut difficilement être pris pour une mesure sérieuse de boycott.

Les deux syndicats -- NATFHE and AUT -- fusionnèrent peu après et la motion de boycott fut transférée dans un nouveau syndicat, le Syndicat des Universités et Collèges (UCU), conduisant à l'annulation des boycotts. Par la suite plusieurs tentatives furent faites pour faire passer des motions de boycott dans l'UCU, principalement des déclarations de soutien à l'idée de boycott mais sans action réelle. En septembre 2007, l'UCU déclara que les motions de boycott ne seraient plus présentées à cause de la menace d'actions judiciaires.

Ironiquement, un des plus forts stimulants de la campagne de boycott universitaire d'Israël fut les attaques israéliennes de 2009 sur Gaza. Le début de 2009 (après l'attaque qui finit le 21 janvier) témoigna d'un déferlement d'initiatives de boycott et de désinvestissement contre Israël en général, et de boycott universitaire en particulier. Depuis janvier 2009, des initiatives de boycott universitaire ont commencé en Suède, au Canada, en Espagne, aux USA et en Australie⁹⁴. Certaines d'entre elles, comme la résolution de la Canadian Union of Public Employees de boycotter les institutions universitaires israéliennes liées à l'armée israélienne, ont déjà reçu une vaste publicité et ont même été maintenues plus que la résolution échouée de l'AUT de 2005. Une étape importante a été le rapport déjà mentionné sur les liens entre l'université de Tel-Aviv avec le développement d'armements, écrit par la Student Palestinian Society du SOAS, qui montre que les partisans du boycott universitaire ont pu devenir plus ciblés et spécifiques dans leurs arguments.

Le fait que la campagne pour l'exclusion du collège Ariel ait été montée par un groupe relativement petit peut indiquer que les campagnes de boycott universitaire plus ciblées pourraient être plus efficaces

En septembre 2009, le gouvernement espagnol a annulé la participation du collège Judée et Samarie d'Ariel dans un concours sur le développement de technologies d'énergie solaire. Cette action a été le succès d'une campagne courte mais efficace d'universitaires espagnols et catalans et des organisations BDS, et c'est très probablement le tout premier succès d'une campagne de boycott universitaire et de désinvestissements⁹⁵. Quoique le chemin entre l'annulation de la

participation du collège Ariel dans un concours et un boycott global des institutions universitaires israéliennes sera long, cet acte est un important précédent qui indique que les efforts israéliens pour présenter le collège Ariel comme sans rapport avec la politique ont échoué. Le fait que la campagne pour l'exclusion du collège Ariel ait été montée par un groupe relativement petit et ait vite atteint son objectif peut indiquer que les campagnes de boycott universitaire plus ciblées et plus basées sur les faits pourraient être plus efficaces que de vastes campagnes à grande échelle.

2. COMPARAISON AVEC LE BOYCOTT UNIVERSITAIRE DU RÉGIME D'APARTHEID SUD-AFRICAIN.

La campagne de boycott pour abolir le régime Sud-africain d'apartheid, soutenue par de nombreuses associations populaires (quoique non sans ses propres oppositions, controverses et débats), est souvent considérée comme un modèle pour la campagne Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS) contre l'occupation israélienne. Le boycott universitaire a constitué une part importante de la campagne de boycott sud-africaine, plus dur que celui qui est actuellement prôné par la campagne BDS contre Israël : la campagne universitaire sur l'Afrique du Sud incluait non seulement de ne pas investir et de ne pas avoir de collaborations de recherche avec les instituts universitaires sud-africains, mais aussi de ne pas reconnaître les diplômés délivrés par les universités sud-africaines, ignorant ainsi pratiquement les universités. Malgré cela, une étude menée peu après la fin du boycott en 1990 a montré que la plupart des universitaires et des institutions universitaires d'Afrique du Sud de l'apartheid n'ont ressenti le boycott que comme un ennui et non comme un réel obstacle⁹⁶. Le boycott universitaire, comme beaucoup d'autres aspects du boycott contre l'Afrique du Sud, aurait exercé une très faible pression réelle sur le régime d'apartheid. Certains affirment à partir de cet exemple que les effets d'un boycott universitaire sont trop faibles et que le mal potentiel produit par un tel boycott l'emporte sur les avantages, qui sont de toute façon trop petits. Laissant de côté les aspects idéologiques concernant la valeur d'un simple acte de résistance, les comparaisons entre le boycott universitaire de l'Afrique du Sud et la formulation d'un boycott contre Israël devraient être faites avec précaution.

L'économie sud-africaine est centrée actuellement autour des riches ressources naturelles du pays, et c'était encore plus vrai à l'époque de l'apartheid, quand les domaines économiques liés aux technologies étaient marginaux, au moins jusqu'aux années 1990. En revanche, 26 % des exportations israéliennes de 2008 étaient constitués de produits de haute technologie⁹⁷, produits d'une industrie très dépendante de la formation et des coopérations universitaires. Même si un boycott des IUI ne grippe pas la recherche israélienne jusqu'à la stopper, il peut avoir un effet profond sur l'économie israélienne, ajoutant une pression pour terminer l'occupation. La même recherche faite sur le boycott sud-africain a conclu que les universitaires des domaines des sciences dures (qui sont les domaines les plus liés aux hautes technologies) ont trouvé les effets du boycott plus sévères que les autres universitaires⁹⁸.

Les sciences dures sont plus affectées par les boycotts du fait que les chercheurs ont besoin de plus de ressources que les universitaires dans les sciences humaines. Par exemple, comme mentionné ci-dessus, les universités israéliennes ne couvrent pas complètement les dépenses des scientifiques et de nombreux chercheurs utilisent des investissements externes, dont un pourcentage est pris par les universités elles-mêmes. Ce processus d'argent investi de sources extérieures, telles que les universités étrangères et les compagnies privées, a augmenté à l'époque de la mondialisation et du néo-libéralisme. Ces types d'investissements n'étaient pas en place pendant le boycott de l'Afrique du Sud. Un boycott universitaire, en plus d'influencer les secteurs économiques dépendants de

la technologie et du savoir, peut par conséquent aussi toucher directement le financement des universités dans son ensemble, en un temps où leurs finances sont déjà précaires.

D'un point de vue économique, Israël est par conséquent à présent bien plus vulnérable à un boycott universitaire que l'apartheid d'Afrique du Sud ne l'a jamais été.

Enfin il est important de noter les effets psychologiques d'un boycott. Même un boycott universitaire n'ayant pas d'effets économiques évidents sur Israël et ses institutions universitaires aurait probablement un impact sur un des buts essentiels des IUI : le capital politique tiré du prestige de faire partie de la sphère intellectuelle mondiale. Le prestige des universités d'Israël est un des principaux éléments permettant aux Israéliens de se considérer comme faisant partie du monde occidental. Les Israéliens dépendent très fortement de ces coopérations, non seulement économiquement mais aussi culturellement. Les Sud-africains blancs descendaient des colonialistes britanniques et hollandais si bien que même boycottés ils pouvaient toujours se considérer comme liés à l'Europe. Mais les Israéliens ne

D'un point de vue économique, Israël est bien plus vulnérable à un boycott universitaire que l'apartheid d'Afrique du Sud ne l'a jamais été.

peuvent pas tenir pour acquis de faire partie du monde occidental et de sa culture. Un boycott universitaire d'Israël représente une menace qui pourrait endommager un des liens culturels les plus importants entre Israël et le monde occidental.

peuvent pas tenir pour acquis de faire partie du monde occidental et de sa culture. Un boycott universitaire d'Israël représente une menace qui pourrait endommager un des liens culturels les plus importants entre Israël et le monde occidental.

3. ARGUMENTS DES BOYCOTTS UNIVERSITAIRES CONTRE ISRAËL

Pour comprendre les arguments pour et contre les boycotts universitaires d'Israël il faut d'abord formuler le boycott en question et demander quelles sont ses cibles. Les actions de boycott et de sanctions destinées à changer une certaine situation ou une action gouvernementale peuvent être divisées en deux types.

Le premier consiste en des actions visant des organisations et des sociétés complices ou supporteurs de la situation que le boycott veut changer. Les actions de désinvestissement des compagnies qui possèdent des usines dans les territoires occupés sont un exemple de ce type de sanction. Cette sorte de boycott est idéologique par principe, en ce sens qu'elle identifie l'organisation en question comme une entité politique intervenant volontairement dans la situation et qui est comme telle une partie du problème. Un tel boycott, contre une organisation, serait un refus de soutenir l'organisation parce que tout soutien serait, indirectement, aussi un soutien à la situation dénoncée. Ce type de boycott sera qualifié d'« idéologique » ci-après.

Le second type de boycott serait un boycott complet de toutes les organisations liées à un certain groupe pour faire pression sur le groupe ou sa direction, indépendamment du rôle des organisations boycottées dans la situation dénoncée. Boycotter tous les produits agricoles israéliens, même produits par des sociétés qui n'ont rien à voir avec l'occupation, pour faire pression sur le gouvernement israélien pour arrêter l'occupation, est un exemple de ce type de boycott. A la base, l'argumentation et le raisonnement de ce type de boycott sont tactiques plutôt qu'idéologiques, car bien qu'on pourrait accorder que certaines des organisations visées sont « innocentes » d'implications politiques, les frapper serait le prix à payer pour arriver à un certain but. Les considérations d'un tel boycott sont en dernier lieu des arguments d'efficacité. Pour qu'un tel boycott gagne des soutiens il faut prouver que le tort causé est compensé par le bien qui sera réalisé. Un boycott universitaire de ce type sera qualifié ici de « tactique ».

Beaucoup s'en prennent à l'idée d'un boycott universitaire d'Israël en tentant de justifier les actions d'Israël. Ce rapport, cependant, traite de la notion de boycott universitaire et n'est pas le lieu pour discuter d'arguments concernant l'occupation elle-même. Par conséquent les arguments contre le boycott universitaire qui attaquent le but de mettre fin à l'occupation⁹⁹ ne seront pas examinés ici. Les idées discutées ici sont celles de ceux qui argumentent pour ou contre un boycott universitaire en tant que moyen légitime de contestation et de résistance à l'occupation israélienne.

Un des arguments les plus usuels contre un boycott universitaire d'Israël est la notion de « Liberté Académique » qui postule que les universitaires et les institutions universitaires devraient bénéficier d'une liberté quasi totale d'expression, de pensée et de recherches universitaires. Un autre argument fréquemment utilisé, très proche de celui de la liberté académique, est la demande d'une séparation entre université et politique et l'affirmation que les IUI ne devraient pas être la cible d'un boycott dû à la situation politique et aux actions entreprises par les politiciens israéliens.

La réponse d'une motion de boycott idéologique à ces arguments serait qu'il y a effectivement une séparation entre l'académique et le politique, mais que la demande d'une telle séparation est en fait un argument qui soutient très fortement un boycott universitaire. Comme il est prouvé ici, au sein de quasiment tous les instituts universitaires israéliens, les institutions politiques et universitaires ne sont pas du tout séparées. De plus l'effacement des frontières entre ces deux sphères est fait non seulement avec le consentement à la coopération des principaux IUI, mais avec leurs encouragements et initiatives actives. La plupart des IUI ne peuvent pas être traitées d'organisations « neutres

» ou apolitiques, et comme telles ne peuvent pas se cacher derrière la liberté académique, simplement parce qu'elles-mêmes ne sont pas académiques et apolitiques.

Une réponse d'une motion de boycott tactique à ces arguments serait de rappeler que la fonction originelle de la liberté académique était de protéger les universitaires et les institutions universitaires des attaques venant habituellement de l'État lui-même, similaires aux mesures non démocratiques ou totalitaires -- actions très semblables au traitement des universités palestiniennes dans les territoires palestiniens occupés (qui sont, par conséquent, sous la responsabilité d'Israël). Les universités palestiniennes ont été fermées, bloquées, assaillies et même bombardées par avion par les forces israéliennes au cours des années depuis 1967. Ceci, indiscutablement, constitue une franche violation de la Liberté Académique palestinienne et un boycott tactique peut juger valable de toucher la Liberté Académique israélienne maintenant pour parvenir à la liberté académique pour les institutions israéliennes et palestiniennes dans le futur.

Un autre argument important contre les boycotts universitaires d'Israël est que certains des critiques les plus notables de l'occupation en Israël même sont des universitaires. Il a été dit à juste titre par des opposants à la notion de boycott universitaire qu'il est certainement bien plus facile de trouver des objecteurs à l'occupation dans la sphère académique israélienne qu'à l'extérieur. Les universités israéliennes, malgré tous leurs défauts, restent des centres d'activités intellectuelles et sont en général bien plus progressistes que la moyenne.

Toutefois, ceci se doit encore de changer de la politique des universités où ces universitaires travaillent et cherchent. En fait, alors que dans le passé les universitaires ont eu plus d'influence sur la gestion de leur propre université (ce qui n'a pas stoppé le soutien des universités à l'occupation), la capacité des universitaires à déterminer la politique des instituts où ils travaillent s'est émoussée ces dernières années. Par exemple, l'élection récente d'un nouveau président de l'université hébraïque a été faite non par le personnel universitaire mais par un comité externe constitué d'universitaires et de « représentants publics », parmi lesquels un directeur de banque et un businessman de l'hôtellerie. Finalement, le comité a choisi un ancien professeur de l'université hébraïque, mais l'autre candidat principal au poste était l'ancien chef des forces aériennes israéliennes, Eliezer Shakedi, qui n'a jamais fréquenté d'université¹⁰⁰. Le nom de Shakedi a été propulsé surtout par les membres non-universitaires du comité et l'élection du nouveau président a pris plus de temps qu'attendu à cause d'un blocage entre les deux candidats. Bien que le candidat universitaire ait finalement gagné, cet exemple sert à démontrer que le pouvoir des universitaires d'influencer la politique des institutions universitaires peut être réduit. Même si tous les universitaires d'un institut universitaire s'unissaient pour demander que l'institut cesse son soutien à l'occupation (un événement qui n'a jamais eu lieu, et plus qu'improbable), il n'y a aucune certitude qu'ils réussissent, car le contrôle des instituts leur a été retiré dans une large mesure.

Même les quelques cas où les universités ont agi en opposition à l'occupation, comme la lutte admirable et réussie pour permettre à quelques doctorants Palestiniens de Cisjordanie d'être inscrits à l'université hébraïque malgré l'opposition de l'armée¹⁰¹, ou le soutien à des étudiantes Bédouines à l'université Ben Gourion, ne peuvent cacher le soutien inconditionnel que ces universités apportent à l'occupation en général. Alors que ces cas montrent que des voix rejetant l'occupation existent dans les universités israéliennes, ils ne peuvent guère cacher la politique générale prise par les institutions elles-mêmes.

Un autre argument usuel contre les boycotts universitaires d'Israël est que de telles mesures sont, en fait, un camouflage de l'antisémitisme. Il est utile de noter que cet argument identifie l'État israélien avec le peuple juif, une démarche partagée par tout antisémite putatif qui soutiendrait le boycott, mais tout à fait contraire au programme de la plupart des défenseurs du boycott.

Le boycott universitaire tactique, visant toutes les institutions universitaires israéliennes sans distinction, peut théoriquement, quoique pas nécessairement, être un camouflage de l'antisémitisme. Mais il est difficile de comprendre exactement comment une argumentation soignée et basée sur les faits d'un boycott universitaire idéologique d'Israël serait un camouflage pour l'antisémitisme, car il laisse clairement ouverte l'option de cesser le boycott de tout institut qui cesserait son soutien à l'occupation.

4 CONCLUSION

A ses débuts, beaucoup d'efforts du mouvement de boycott universitaire contre Israël se sont focalisés sur les horreurs de l'occupation elle-même et sur le boycott comme moyen efficace de les stopper (comme dans la lettre des Rose de 2002). On peut voir cela comme une forme tactique de boycott, et l'essentiel de l'opposition au boycott universitaire a cherché à prouver combien un tel boycott serait inefficace. L'argument d'après lequel le monde universitaire israélien est plus à gauche que le reste de la société israélienne est un de ces arguments sur l'efficacité. Toutefois, avec l'expansion et l'évolution de la campagne de boycott universitaire, l'argumentation a commencé à se tourner vers le premier type -- l'« idéologique ».

Dans certains cas le sentiment a été qu'une opération telle que l'occupation israélienne des territoires palestiniens doit impliquer toutes les couches de la société et donc inclure l'université israélienne. Ceci, comme on l'a

montré ici, est plutôt vrai et un boycott universitaire contre Israël peut prendre la forme de sanctions basées sur l'idéologie contre les organisations impliquées dans l'occupation.

Cependant il faut se souvenir que si l'on a pu démontrer que toutes les institutions universitaires israéliennes principales et beaucoup de secondaires étaient complices de l'occupation, les institutions universitaires n'ont pas toutes des positions aussi tranchées. L'Open University, par exemple, est un institut dont on n'a pas trouvé ici qu'il accordait un soutien évident et indiscutable à l'occupation. Sur la seule base des faits présentés dans ce document (qui sont presque certainement incomplets), un boycott universitaire idéologique ne viserait pas à l'Open University. Il faut cependant rappeler que l'Open University et les autres institutions universitaires non mentionnées ici pour la coopération avec l'occupation sont des institutions très secondaires. Comme telles, elles ont très peu de liens, voire aucun, avec les universités étrangères et les boycotter ne serait guère plus qu'un acte symbolique. Un boycott universitaire « idéologique » et un boycott « tactique » viseraient, de facto, les mêmes cibles principales. Ce qu'un boycott de ces institutions mineures ajouterait à la lutte contre l'occupation n'est pas clair non plus, ni si cela justifierait le risque de toucher des institutions véritablement non politisées.

Un « boycott universitaire » est un concept ouvert à l'interprétation qui peut avoir plusieurs significations différentes. Certaines des mesures qui peuvent être prises par un boycott universitaire, comme de ne pas inviter des représentants universitaires aux congrès, peuvent être plus symboliques et touchant le prestige plutôt qu'économiquement efficaces (mais il ne faut pas les sous-estimer). D'autres mesures, comme de cesser les investissements dans la recherche universitaire israélienne, peuvent affecter sévèrement l'université israélienne et l'économie. Que ce soit un boycott de toutes les institutions universitaires israéliennes ou des seules institutions qui prennent part à l'occupation israélienne, un boycott universitaire peut être une action légitime pour parvenir à la fin de l'occupation (ceci ne veut pas dire qu'il faut nécessairement l'employer). Une action de boycott doit être entreprise très sérieusement et avec précaution en considérant tous les détails qui l'entourent, son but et les cibles affectées. Quoique finalement non-violente, c'est néanmoins une action grave qui peut causer beaucoup de mal et d'antagonismes et qui doit par conséquent être abordée méthodiquement et avec précaution. Quels que soient les arguments pour ou contre un boycott universitaire Israël, et quel que soit le type et la forme de boycott avancé ou rejeté, les actions des instituts universitaires israéliens et leurs liens avec la situation politique en Israël-Palestine doivent être pris en considération.



IV Les institutions universitaires israéliennes soutenant l'occupation

Classées par institution

1. COLLÈGE AFEKA

- Sponsorise « Atidim », un programme de 'réserve universitaire' qui recrute des universitaires dans l'armée et discrimine les Palestiniens d'Israël⁴⁷.

2. COLLÈGE UNIVERSITAIRE ARIEL DE JUDÉE SAMARIE

- Sponsorise « Atidim », un programme de 'réserve universitaire' qui recrute des universitaires dans l'armée et discrimine les Palestiniens d'Israël⁴⁷.
- Le collège est situé dans les territoires palestiniens occupés et fait partie d'une colonie israélienne^{77B}.

3. UNIVERSITÉ BAR ILAN

- Les chercheurs en informatique développent des algorithmes pour des véhicules sans pilote de l'armée israélienne^{12A}.
- L'université Bar Ilan offre une assistance spéciale aux étudiants qui ont participé à l'attaque militaire de 2008 sur la bande de Gaza^{38A, 38B}.
- L'université est le sponsor universitaire du collège Z'fat qui a un programme exclusif pour les membres des Services Généraux de Sécurité [services secrets] d'Israël, une organisation notoirement connue pour ses violations des droits de l'homme contre les Palestiniens⁷⁰.
- L'université Bar Ilan a plusieurs cours et programmes exclusivement réservés aux officiers supérieurs⁷².
- L'université est le sponsor du Collège universitaire Ariel de Judée Samarie, qui est situé dans les territoires palestiniens occupés et qui fait partie d'une colonie israélienne^{77B}.

4. UNIVERSITÉ BEN GOURION

- L'université Ben Gourion a mis en place des procédures pour aider les étudiants réservistes de l'armée^{28A}.
- L'université Ben Gourion attribue des bourses aux étudiants qui ont servi dans les unités de combat pendant l'attaque militaire israélienne de 2008 contre la bande de Gaza³⁴.
- L'université Ben Gourion a lancé l'idée d'une « École de Médecine militaire » et a fait appel quand le projet a été confié à l'université hébraïque^{55B}.
- L'université a un programme pour les pilotes de l'armée, qui attribue une licence en un temps inférieur à la normale⁷².
- La sécurité de l'université harcèle les militants politiques⁹¹.

5. COLLÈGE CARMEL

- Le collège Carmel a fermé un département en raison du « trop grand nombre » d'étudiants Palestiniens⁵⁸.

6. COLLÈGE DE MANAGEMENT

- Le collège a un programme d'«études sécuritaires» où les étudiants ont, d'après le site web du collège, une option particulière d'implication dans les services de sécurité israéliens^{65B}.

7. COLLÈGE HADASSAH

- Le collège Hadassah a attribué une bourse aux anciens combattants de l'opération « Rempart » de 2002 qui a, entre autres choses, conduit à la destruction brutale du camp de réfugiés Palestiniens de Jénine⁴².

8. UNIVERSITÉ DE HAÏFA

- L'université de Haïfa a un programme de bourses réservées aux anciens combattants^{31A, 31B}.
- L'université de Haïfa a offert une assistance spéciale aux étudiants qui ont servi dans l'attaque de 2008 sur la bande de Gaza³⁷.

- L'université de Haïfa est partenaire et hôte du programme de « réserve universitaire » Havatzalot, dans lequel l'université entraîne des soldats et permet l'existence d'une base militaire sur son campus⁵¹.
- L'université de Haïfa a discriminé des citoyens Palestiniens d'Israël (malgré que cette discrimination ait été déclarée illégale par la cour suprême d'Israël)⁶⁰.
- L'université attribue des diplômes aux aspirants capitaines de la marine de guerre⁷⁶.
- Le département de géostratégie de l'université s'enorgueillit de contribuer aux politiques « démographiques » et sécuritaires d'Israël^{83A, 83B}.
- L'université de Haïfa a accueilli une conférence sur la solution du « problème démographique », autre façon de dire qu'il y a trop de Palestiniens en Israël⁸⁴.

9. UNIVERSITÉ HÉBRAÏQUE

- La foire aux emplois de l'université hébraïque inclut des sociétés d'armement^{25D}.
- Le président du directoire d'Elbit – Systems est aussi membre du conseil d'établissement de l'université hébraïque²⁶.
- L'université hébraïque a des protocoles d'aide aux étudiants réservistes de l'armée^{28B}.
- L'université hébraïque a offert une assistance spéciale aux étudiants qui ont servi dans l'attaque de 2008 de la bande de Gaza³⁵.
- L'université hébraïque a attribué une bourse allant jusqu'à 1500 shekels aux anciens combattants de l'opération de 2002 « Rempart » qui a, entre autres choses, conduit à la destruction brutale du camp de réfugiés Palestiniens de Jénine⁴⁰.
- L'université hébraïque est partenaire et hôte du programme de « réserve universitaire » Talpiot, dans lequel l'université entraîne des étudiants soldats en sciences et technologie et autorise l'existence d'une base militaire sur son campus⁵⁰.
- L'université hébraïque va ouvrir une école de médecine militaire en coopération avec l'armée israélienne⁵⁴.
- Tous les collèges militaires et installations d'entraînement, y compris le « Collège Commandement et Personnel de l'armée » (PUM) qui forme les officiers, sont placés sous les auspices universitaires et la responsabilité de l'université hébraïque^{66, 67}.
- Un des campus de l'université hébraïque s'est agrandi sur des territoires occupés par une confiscation de terres palestiniennes. De plus, certaines des résidences étudiantes de l'université sont situées dans un quartier de colonies de Jérusalem⁸⁰.
- L'université hébraïque a nommé un ancien chef du Service Général de Sécurité, une organisation notoirement connue pour ses violations des droits humains, au poste de Vice-président pour les relations extérieures⁸⁸.
- L'université a maltraité et sanctionné un étudiant Palestinien après qu'il ait refusé de serrer la main du président israélien Shimon Peres⁹⁰.
- L'université exige des visiteurs Palestiniens, mais pas des visiteurs Juifs, une « attestation d'intégrité » délivrée par la police⁶³.

10. CENTRE INTERDISCIPLINAIRE HERZLIYA

- Le centre interdisciplinaire s'enorgueillit de ses étudiants travaillant pour les sociétés d'armement¹⁴.
- Le centre réserve 10 % de son recrutement étudiant aux vétérans des unités de combat d'élite, qui bénéficient aussi de critères d'admission abaissés⁴³.
- Le centre attribue des bourses spéciales aux anciens soldats⁴⁴.
- Le centre interdisciplinaire a offert une aide aux étudiants qui ont servi dans l'attaque militaire israélienne de 2008 contre la bande de Gaza⁴⁵.

11. COLLÈGE HERZOG

- Le collège Herzog est situé dans le bloc de colonies Gush Etzion⁷⁹.

12. COLLÈGE UNIVERSITAIRE HOLON

- Sponsorise « Atidim », un programme de 'réserve universitaire' qui recrute des universitaires dans l'armée et discrimine les Palestiniens d'Israël⁴⁷.

13. INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOLON.

-- L'Institut de technologie Holon tire fierté de ses étudiants travaillant pour les sociétés d'armement¹⁵.

14. COLLÈGE ISRAËLIEN SÉCURITÉ ET ENQUÊTE

-- Le collège forme les étudiants pour travailler dans les agences de sécurité israéliennes⁶⁴.

15. GRANDE ÉCOLE DE TECHNOLOGIE DE JÉRUSALEM

-- Sponsorise « Atidim », un programme de 'réserve universitaire' qui recrute des universitaires dans l'armée et discrimine les Palestiniens d'Israël⁴⁷.

16. COLLÈGE UNIVERSITAIRE D'INGÉNIEURIE DE JÉRUSALEM

-- Sponsorise « Atidim », un programme de 'réserve universitaire' qui recrute des universitaires dans l'armée et discrimine les Palestiniens d'Israël⁴⁷.

17. COLLÈGE DE LA VALLÉE DU JOURDAIN

-- Sponsorise « Atidim », un programme de 'réserve universitaire' qui recrute des universitaires dans l'armée et discrimine les Palestiniens d'Israël⁴⁷.

18. KIRYIA POUR L'INGÉNIEURIE ET LA TECHNOLOGIE

-- Le Kiryia offre une bourse à hauteur de 90 % des frais universitaires aux anciens soldats^{46A}.

19. COLLÈGE KIRYIAT ONO

-- Le collège a un programme de bourses réservées aux anciens combattants^{30C}.

20 CENTRE UNIVERSITAIRE PERES

-- Le centre universitaire Peres attribue des bourses aux étudiants qui ont servi dans l'attaque militaire israélienne de 2008 contre la bande de Gaza³⁹.

21 COLLÈGE SAPIR

-- Le collège a maltraité et finalement licencié un enseignant Palestinien qui avait demandé à un étudiant de ne pas assister au cours en uniforme de l'armée⁹².

22. TECHNION

-- Elbit Systems verse annuellement un demi-million de dollars en bourses de recherche au Technion³.

-- Le Technion a une politique de pleine coopération avec les projets de « sécurité intérieure » telles que les drones⁴.

-- Les chercheurs du Technion développent des drones qui aident aussi l'armée israélienne à détruire les maisons palestiniennes⁵.

-- Les chercheurs du Technion ont élaboré une méthode pour découvrir des tunnels, destinée spécifiquement à aider le siège de Gaza⁶.

-- Le Technion et Elbit Systems ont créé un centre de recherche conjoint⁷.

-- Les chercheurs du Technion ont élaboré des véhicules sans pilote pour une utilisation militaire israélienne^{12B}.

-- Le Technion forme des ingénieurs spécifiquement pour travailler dans les compagnies d'armement^{18, 19}.

-- Des doctorants du Technion travaillent sur des programmes de développement d'armes²⁰.

-- Le Technion a attribué le titre de docteur honoris causa au président d'Elbit Systems²².

-- Haï Husso, un haut dirigeant d'Elbit Systems, a rejoint le quaternion du Technion²³.

-- Le Technion se vante de sa coopération avec Elbit Systems²⁴.

-- La « foire à l'emploi » du Technion accueille des compagnies d'armement^{25A}.

-- Le Technion se vante d'encourager les étudiants à travailler dans des compagnies d'armement telles qu'Elbit Systems^{25B}.

-- Le Technion a offert une aide spéciale aux étudiants qui ont servi dans l'attaque militaire israélienne de 2008 contre la bande de Gaza³⁶.

- Le Technion est un partenaire d'« Atidim », un programme de « réserve universitaire » qui recrute des universitaires dans l'armée et discrimine les Palestiniens d'Israël⁴⁸.
- Le Technion a attribué le titre de docteur honoris causa à un officier militaire qui dirige le programme « Atidim »⁴⁹.
- Le Technion est partenaire du programme de « réserve universitaire » Brakim⁵².
- Le Technion sponsorise le programme de « réserve universitaire » Psagot⁵³.
- Le Technion a réprimandé un étudiant uniquement parce qu'il a refusé de se lever pendant l'hymne national⁸⁹.

23. UNIVERSITÉ DE TEL-AVIV

- L'université de Tel-Aviv s'enorgueillit d'avoir conduit 55 projets de recherche conjointement avec l'armée israélienne⁹.
- L'université de Tel-Aviv a hébergé une convention sur le développement d'armes pour l'armée israélienne¹⁰.
- L'université de Tel-Aviv a hébergé une convention dont une partie traitait directement du développement d'armes pour l'armée israélienne¹¹.
- L'université de Tel-Aviv sponsorise le programme de « réserve universitaire » Psagot⁵³.
- L'université de Tel-Aviv est localisée sur le village palestinien détruit de Sheikh Muwanis, dont les habitants ont été expulsés, et n'a jamais reconnu ce fait⁸¹.
- L'université a nommé un colonel dont le passé militaire inclut la supervision et l'approbation des attaques militaires sur les civils pendant les attaques de 2008 à Gaza, comme enseignante de droit international⁸⁵.

24. COLLÈGE UNIVERSITAIRE TEL HAI

- Les programmes de technologie du collège disposent d'une bourse couvrant 90 % des frais pour les ex-soldats⁴⁶.
- Sponsorise « Atidim », un programme de « réserve universitaire » qui recrute des universitaires dans l'armée et discrimine les Palestiniens d'Israël⁴⁷.

25. INSTITUT WINGATE

- L'institut Wingate conduit des recherches sur la santé pour l'armée israélienne¹⁶.
- L'institut Wingate comporte une base d'entraînement de l'armée⁶⁸.
- L'institut Wingate sert souvent de centre d'entraînement des soldats, même hors de la base militaire^{69A}.

26. INSTITUT WEIZMAN

- Une société sponsorisée par l'institut Weizman met au point des lubrifiants pour l'armée israélienne¹³.
- Le président du conseil d'administration d'Elbit Systems est aussi membre du conseil d'établissement de l'institut Weizman²⁶.
- L'institut Weizman et Elbit Systems coopèrent pour créer un programme conjoint^{26B}.

27. COLLÈGE Z'FAT

- Le collège a un programme réservé exclusivement aux les membres des Services Généraux de Sécurité [services secrets] israéliens, une organisation notoirement connue pour ses violations des droits de l'homme sur les Palestiniens⁷⁰.

REFERENCES

1. Levy, Assaf, 2008, "Statistics And Data: Evasion From Military Service," *"The Forum For Equality in the Burden",* Accédé février 2010, <http://www.shivyon.org.il/52572/%D7%94%D7%A9%D7%AA%D7%9E%D7%98%D7%95%D7%AA-%D7%9E%D7%A9%D7%99%D7%A8%D7%95%D7%AA-%D7%A6%D7%91%D7%90%D7%99>
2. The Association for the Soldier, 2009, "Adopt A Fighter – The Homefront Hugs the Fighters," *"The Association for the Soldier",* Accédé février 2010, http://www.awis.org.il/hp_ametz.html.

3. Nissan, Yosi, 2008, "Elbit Systems Will Give Half A Million Dollars in Grants To The Technion," "Globes," June 15th 2008, <https://www.globes.co.il/serve/globes/printWindow.asp?did=1000351395>
4. American Technion Society, 2008, "The Technion And Security," "American Technion Society" Accédé février 2010, http://www.ats.org/site/PageServer?pagename=about_security
5. Levav, Amos, 2003, "Specialists At The Technion Have Developed A Remote Controlled D-9 Tractor And A 'Hammer' Jeep," "Technion Spokesperson," October 19th, 2003, Accédé février 2010 http://pard.technion.ac.il/archives/pressheb/html/PR_d-9_19_10.html
6. Technion Spokesperson, 2009, "Technion Experts Research A Way To Detect Tunnels By Using Fiber Optics," "Hayadan" January 7th 2009, <http://www.hayadan.org.il/wp/locating-tunnels-with-optic-fiber-0701094/>
7. Technion, 2008, "Elbit Systems And The Technion Found A New Research Center For Optics Systems," "Hayadan" June 16th 2008, <http://www.hayadan.org.il/wp/elbit-donate-laboratory-to-the-technion-1606085/>
8. Whoprofits, 2009, "Elbit Systems," "Whoprofits Website," Accédé février 2010 <http://www.whoprofits.org/Company%20Info.php?id=554>
9. SOAS Palestine Society, 2009, "Tel-Aviv University – A Leading Israeli Military Research Centre," "Electronic Intifada," February 2009, <http://www.electronicintifada.net/downloads/pdf/090708-soas-palestine-society.pdf>
10. Tel-Aviv University, 2007, "Electro Optics In The Future Battlefield" "Tel-Aviv University Events," December 2007, http://www2.tau.ac.il/event/search_data.asp?day=20&month=12&year=2007&dep=0000
11. Robotica – The Israeli Robotics Site, 2006, "Summary of the First Israeli Robotics Convention," "Robotica – The Israeli Robotics Site," June 26th 2006, <http://www.robotica.co.il/events/kenes2006/sikum.php>.
12. A. Bar Ilan University, 2008, "The Robots Will Patrol Instead Of Soldiers," "Hayadan," June 8th 2008 <http://www.hayadan.org.il/wp/robot-patrol-0806085>.
B. Defense Update, 2005, "ROEE Light Tele-Operated Robotic Weapon ATV Platform," "Defense Update," January 1st 2005, <http://defense-update.com/products/r/roee.htm>.
13. Hayadan Editorial, 2004, "IDF Will Conduct Experiments In Israeli Nanotechnology Based Lubricants," "Hayadan" December 9th 2004, <http://www.hayadan.org.il/wp/%D7%A6%D7%94%D7%9C-%D7%99%D7%91%D7%A6%D7%A2-%D7%A0%D7%99%D7%A1%D7%95%D7%99%D7%99-%D7%A9%D7%93%D7%94-%D7%91%D7%97%D7%95%D7%9E%D7%A8-%D7%A1%D7%99%D7%9B%D7%94-%D7%99%D7%A9%D7%A8%D7%90%D7%9C%D7%99/>
14. Herzlyia Interdisciplinary Center, 2009, "Our Alumni," "Herzlyia Interdisciplinary Center" Accessed: September 2009, http://portal.idc.ac.il/he/Main/about_idc/alumni/Pages/OurAlumni.aspx
15. Gelzer, Yishaiahu, 2009, "M.S.c In Electrical Engineering And Electronics," "Holon Institute Of Technology," Accessed: September 2009, <http://www.hit.ac.il/web/units.asp?cat=168&in=45>
16. Wingate News, 2008, "Visit Of The Chief Of Staff In The Center For Sports Medicine And Research At The Wingate institute" "Wingate Institute," October 2008, <http://www.wingate.org.il/Index.asp?CategoryID=100&ArticleID=4468&SearchParam=%F6%E1%E0>
17. Hass, Amira, 2009, "Human Rights Watch: Palestinian Civilians Killed By Unmanned Aircraft During The Gaza Offensive," "Haaretz," July 1st 2009, <http://www.haaretz.com/hasite/spages/1096767.html>
18. Technion Spokesperson, 2006, "The Technion Trained 18 Engineers And Elbit Hired Them," "Technion Spokesperson" June 25th 2006, http://pard.technion.ac.il/archives/pressheb/html/PR_elbit_25_6.html
19. Technion Spokesperson, 2002, "12 Engineers Trained By The Technion And Accepted Into RAFAEL," "Technion Spokesperson," December 21st 2002, http://pard.technion.ac.il/archives/pressheb/html/PR_rafael_31_121.html
20. Technion, 2009, "PhD And Ms.c Theses," "Technion," September 25th 2009, <http://www.graduate.technion.ac.il/theses/Advisors.asp?Key=20270>
21. Nissan, Yosi, 2008, "Elbit Systems Will Give Half A Million Dollars in Grants To The Technion," "Globes," June 15th 2008, <https://www.globes.co.il/serve/globes/printWindow.asp?did=1000351395>
22. Solomon, Doron, 2009, "Honorary PhD To The President Of Elbit Systems," "Ynet" June 7th 2009, <http://www.mynet.co.il/articles/0,7340,L-3726384,00.html>
23. Hayadan Editorial, 2006, "Israel Makov: A Pity That Medicine Companies Reach Less Medical Breakthroughs," "Hayadan" June 12 2006,

- <http://www.hayadan.org.il/wp/%D7%99%D7%A9%D7%A8%D7%90%D7%9C-%D7%9E%D7%A7%D7%95%D7%91-%D7%97%D7%91%D7%A8%D7%95%D7%AA-%D7%94%D7%AA%D7%A8%D7%95%D7%A4%D7%95%D7%AA-%D7%9E%D7%A6%D7%9C%D7%99%D7%97%D7%95%D7%AA-%D7%9C%D7%94%D7%92%D7%99/>
24. Technion Spokesperson, 2006, "Business As Usual At Elbit Systems And The Technion," *Technion Spokesperson*, August 7th 2006, <http://pard.technion.ac.il/archives/pressheb/html/elbit1.html>
 25. A. Solomon, Idan, 2008, "The Demand For Technion Alumni Is Going Up: The January Employment Fair Is The Biggest Of Its Kind," *The Marker* January 6th 2008, http://www.themarker.com/tmc/article.jhtml?log=tag&ElementId=is20080106_383810
 B. Technion, 2009, "Why The Technion," *Technion* Accessed: September 2009, <http://www1.technion.ac.il/admissions/choose-technion/campus-life>
 C. Ben Yehuda, Einav, 2006, "The Season of Recruitment," *Walla* June 5th 2006 <http://community.walla.co.il/?w=/309/2502/////10&id=551370>
 D. O2net, 2005, "Today, Employment Fair for Students and Academics," *O2net*, November 11th 2005, <http://www.o2net.co.il/Site/templates/inPage.asp?catID=4&subID=32&docID=22099>
 26. A. Reuters, 2009, "Federman, Michael, Brief Biography," *Reuters* Accessed: September 2009 <http://www.reuters.com/finance/stocks/officerProfile?symbol=ESLT.O&officerId=156396>
 B. Weizman Institute, 2007, "Inventors Are needed" *Hayadan*, July 22nd 2007, <http://www.hayadan.org.il/wp/inventors-are-needed-2006071>
 27. Nissan, Yosi, 2008, "Elbit Systems Will Give Half A Million Dollars in Grants To The Technion," *Globes*, June 15th 2008, <https://www.globes.co.il/serve/globes/printWindow.asp?did=1000351395>
 28. A. Dean Of Student Office, 2009, "Protocol Of Treatment Of Students Who Serve In Army Reserve Duty," *Ben Gurion University* Accessed: September 2009, <http://cmsprod.bgu.ac.il/Dekanat/reserve>
 B. Dean of Student Office, 2009, "Assistance to Students Who Serve in Military Reserve Duty" *Hebrew University* Accessed: September 2009, http://www.huji.ac.il/huji/adm_rules_mil.htm
 C. Studies in Israel, 2009, "The Treaty of the Army Reserve Duty – Serving Student," *Studies in Israel – universities-colleges.org.il* Accessed: September 2009, <http://www.universities-colleges.org.il/%D7%A1%D7%98%D7%95%D7%93%D7%A0%D7%98-%D7%9E%D7%99%D7%9C%D7%95%D7%90%D7%99%D7%9D/>
 29. Studies In Israel, 2009, "The Treaty Of the Army Reserve Duty – Serving Student," *Studies In Israel – universities-colleges.org.il* Accessed: September 2009 <http://www.universities-colleges.org.il/%D7%A1%D7%98%D7%95%D7%93%D7%A0%D7%98-%D7%9E%D7%99%D7%9C%D7%95%D7%90%D7%99%D7%9D/>
 30. For example: Studies in Israel, 2009, "Scholarships for Ex- Soldiers – How to Begin?" *Studies In Israel – universities-colleges.org.il* Accessed: September 2009, <http://www.universities-colleges.org.il/%D7%9E%D7%9C%D7%92%D7%94-%D7%97%D7%99%D7%99%D7%9C-%D7%9E%D7%A9%D7%95%D7%97%D7%A8%D7%A8>
 Studies In Israel, 2009, "Student Scholarships By The Jewish Agency – Student Leadership Program," *Studies In Israel – universities-colleges.org.il* August 2nd 2009, <http://www.universities-colleges.org.il/P32473/?show=4&f=68784&page=&l=>
 Studies In Israel, 2009, "Kiryat Ono College – 'Tamir Project' – Excellence Scholarships For Combat Soldiers Named After Tamir Atzami KIP" *Studies In Israel – universities-colleges.org.il* February 1st 2009, <http://www.universities-colleges.org.il/P32473/?show=4&f=61218&page=8&l=>
 31. A. Haifa University Spokesperson, 2006, "Mr. Younes Nazarian Recieves Honorary Doctorate" *Haifa University Spokesperson* June 6th 2009, http://media.haifa.ac.il/index.php?option=com_content&task=view&id=2272&Itemid=60
 B. Singer, Ernie, 2009, "University Of Haifa Scholarships In Memory Of Goldwasser, Regev," *Arutz Sheva – Israel National News*, March 24th 2009, <http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/130587>
 32. Yoram, 2009, "The IDF Conquers The Academia," *Yoram*, Accessed: September 2009, <http://mivdak.yoram.co.il/ts.cgi?tsscript=archive/item&c=1&id=795558>
 33. Shavuz Editorial, 2009, "Discounts For Soldiers – Various Discounts On Studies, Public Transport, Cinemas And More," *Shavuz* Accessed: September 2009, <http://www.shavuz.co.il/regular/article.asp?artid=771&seid=725>.
 34. Mynet, 2009, "Student, It Pays To Serve In Reserve Duty," *Mynet* March 16th 2009, <http://www.mynet.co.il/articles/0,7340,L-3687266,00.html>.

35. Stroumsa, Sarah, 2009, "Oferet Yetzuka," "*Hebrew University*" January 26th 2009, <http://tempsite.huji.ac.il/data/pics/oferet%20yetzuka.pdf>.
36. Chairment Of EST Student Cell, 2009, "Update For Reservists – A Deal Of Solutions Following Operation Cast Lead," "*Technion Student Union*" January 21st 2009, <http://forums.asat.org.il/viewtopic.php?f=4&t=191840>
37. Haifa University Student Union, 2009, "Reserve Duty," "*Haifa University Student Union*," Accessed: September 2009, <http://www.haifastudent.net/index.aspx?id=771>
38. A. Student Dean Office, 2009, "Further Assistance For Students Who Had Served In Operation Cast Lead," "*Bar Ilan University*," April 2009, <http://209.85.135.132/search?q=cache:xWg8b91FtW4J:stuad.biu.ac.il/files/students-admin/hakalot.doc+%D7%A1%D7%98%D7%95%D7%93%D7%A0%D7%98%D7%99%D7%9D+%D7%90%D7%95%D7%A0%D7%99%D7%91%D7%A8%D7%A1%D7%99%D7%98%D7%AA+%D7%91%D7%A8+%D7%90%D7%99%D7%9C%D7%9F+%D7%A2%D7%95%D7%A4%D7%A8%D7%AA+%D7%99%D7%A6%D7%95%D7%A7%D7%94&cd=1&hl=en&ct=clnk>
B. True Change, 2009, "At Last: Improvement Of The Conditions Of Reservists Who Had Served In The War!" "*True Change*," Accessed: September 2009, <http://www.truechange.co.il/381>
39. Studies In Israel, 2009, "Peres Academic Center Following Operation Cast Lead: Assistance To Soldier," "*Studies In Israel – universities-colleges.org.il*" February 24th 2009, <http://www.universities-colleges.org.il/P32473/?show=4&f=62237>
40. Yoram, "Hebrew University Will Grant Scholarships Of Up To 1,500 NIS To Students Who Have Been Called To Reserve Duty," "*Yoram*" Accessed: September 2009, <http://mivdak.yoram.co.il/ts.cgi?tsscript=archive/item&c=1&id=206343>
41. Human Rights Watch, 2002, "Jenin: IDF Military Operations," "*Human Rights Watch*," May 2002, http://www.hrw.org/legacy/reports/2002/israel3/israel0502-01.htm#P49_1774
42. Jerusalem Newspaper, 2002, "Reserve Duty? Get A Scholarship Also At Hadassah College," "*Hadassah College*" July 26th 2002, <http://www.hadassah.ac.il/Site/Ac/News/Newsletter2.asp>
43. Neuman, Efrat and Starkman, Rotem, 2009, "Professor Uriel Raichman: "The Universities Have Forgotten The Mission," "*The Marker*" May 14th 2009, http://www.themarker.com/tmc/article.jhtml?ElementId=skira20090514_1084948
44. The Fund And Unit For Directing Released Soldiers, 2009, "A Program Of Cooperation – The Herzlyia Interdisciplinary Center And Atidim Lataasya – Atidim Lataasya Program In The Ethiopian Sector," "*The Fund And Unit For Directing Released Soldiers*" Accessed: September 2009, <http://www.hachvana.mod.gov.il/pages/goodToKnow/gtn10.asp?UN=9&HD=16>
45. Gur, Shlomit, 2009, "Special Arrangements For Students In Reserve Duty," "*News1*" January 7th 2009, <http://www.news1.co.il/ArticlePrintVersion.aspx?docId=186305&subjectID=20>
46. A. The Kirya For Engineering And Technology Studies, 2009, "A Soldier Released No More Than Five Years Ago? Come, Study A Wanted Profession And Get 90% Discount!" "*The Kirya*," Accessed: September 2009, <http://www.i-in.co.il/cust/CTS/T3/index.asp?BC=6769&FROM=FACEBOOK&ToolID=CX42L8>
B. Tel Hai Academic College, 2009, "The Technologic College," "*Tel Hai Academic College*," Accessed: September 2009, <http://www.tel-hai-ac.co.il/tech.asp>
47. Atidim, 2009, "Sponsoring Companies And Organizations," "*Atidim*" Accessed: September 2009, <http://www.atidim.org/?CategoryID=249>
48. Technion Spokesperson, 2006, "The Minister Of Defense Will Hand Out Laptop Computers To Atidim' Students At The Technion," "*Technion Spokesperson*" April 4th 2009, http://pard.technion.ac.il/archives/pressheb/html/PR_mofaz_04_04.html
49. Technion Spokesperson, 2003, "For The First Time In Its History: The Technion Grants An Honorar Degree To An IDF Officer," "*Technion Spokesperson*" May 11th 2003, http://pard.technion.ac.il/archives/pressheb/html/PR_Toorgeman-atidim.html
50. Ministry Of Defense, 2009, "Talpiot Program " "*Ministry Of Defense*" Accessed: September 2009, <http://www.mod.gov.il/pages/Talpiot/klali.asp>
51. Intelligence Corps, 2009, "Havatzalot Program," "*Intelligence Corps*" Accessed: September 2009, http://www1.idf.il/Aman/Site/spotting/spotting.asp?fld_id=40010&pageno=11
52. Technion Spokesperson, 2007, "A Sixth Cycle Of'Brakim' Has Been Opened At The Technion," "*Technion Spokesperson*," October 22nd 2007,

- http://pard.technion.ac.il/archives/pressheb/html/PR_brakim_22_10.html
53. Ministry Of Defense, 2009, "Psagot Program," "Ministry Of Defense," Accessed: September 2009, <http://www.mod.gov.il/pages/psagot/hachshara.asp>
 54. Ilani, Ofer and Peper, Anshil, 2009, "A School For Military Medicine Will Be Founded At The Hebrew University," "Haaretz," April 23rd 2009, <http://www.haaretz.co.il/hasite/spages/1080416.html>
 55. Limudim-Info, 2009, "The Hebrew University Has Won A Tender To Open A School For Military Medicine," "Limudim-Info," Accessed: September 2009, http://www.limudim-info.co.il/one_news.asp?IDNews=7498
Siegel-Itzkovic, Judy, 2009, "BGU Challenges Choice Of Hebrew U, For Army Medical School," "Jerusalem Post," May 18th 2009, <http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1242212407326&pagename=JPost%2FJPArticle%2FPrinter>
 56. Cook, Jonathan, 2009, "Israeli Doctors Collude In Torture," "Counterpunch" June 30th 2009, <http://www.counterpunch.org/cook06302009.html>
 57. Sandler, Sergey, 2003, "The Refusal In Israel – An Overview," "War Resisters' International" May 1st 2003, <http://www.wri-irg.org/node/2523>
 58. Onger, Yael, 2009, "Too Many Arabs," "Ynet" May 28th 2009, <http://www.ynet.co.il/articles/0,7340,L-3721653,00.html>
 59. A. Atidim, 2009, "Atidim For Industry And The Financial Sector (Ages 21-30)," "Atidim" Accessed: September 2009, <http://www.atidim.org/?CategoryID=219&ArticleID=143>
B. Atidim, 2009, "Towns In The Program," "Atidim" Accessed: September 2009, <http://atidim.org/?CategoryID=207>
 60. I'lam, 2006, "Court Overturns Haifa University's Discriminatory Policy On Student Dorms," "Electronic Intifada" September 7th 2006, <http://electronicintifada.net/v2/article5704.shtml>
 61. Hamda, Sharif, 2005, "Handclap With One Hand: Cheers For The Tolerance And Pluralism In The Israeli Academia," "Adalla" May 2005, <http://209.85.229.132/custom?q=cache:S25XvTWw-coj:www.adalah.org/newsletter/heb/may05/come1.pdf+%D7%90%D7%95%D7%A0%D7%99%D7%91%D7%A8%D7%A1%D7%99%D7%98%D7%94&cd=4&hl=en&ct=clnk>
 62. Hamda, Sharif, 2005, "Handclap With One Hand: Cheers For The Tolerance And Pluralism In The Israeli Academia," "Adalla" May 2005, <http://209.85.229.132/custom?q=cache:S25XvTWw-coj:www.adalah.org/newsletter/heb/may05/come1.pdf+%D7%90%D7%95%D7%A0%D7%99%D7%91%D7%A8%D7%A1%D7%99%D7%98%D7%94&cd=4&hl=en&ct=clnk>
 63. Alternative Information Center, 2006, "Hebrew U Demands Police Character Reference From Palestinian Visitors As Condition For Entrance," "Alternative Information Center" October 19th 2006, <http://www.alternativenews.org/english/590-hebrew-u-demands-police-character-reference-from-palestinianvisitors-as-condition-for-entrance.html>
 64. The Israeli College For Security And Investigation, 2009, "About Us," "The Israeli College For Security And Investigation", Accessed: September 2009, <http://www.code.co.il/?CategoryID=154>
 65. A. Michlalot, 2009, "Degree Studies – Security," "Michlalot" Accessed: September 2009, <http://www.michlalot.co.il/limudim/prof-teuda-kziney-bitachon.php>
B. College For Management, 2009, "Security Officer Course," "College For Management" Accessed: September 2009, <http://www.college.org.il/courses/default.aspx?CourseId=66>
 66. IDF Spokesperson, 2009, "Command And Staff College – The History Of The College," "IDF Spokesperson," Accessed: September 2009, <http://dover.idf.il/IDF/units/moreunits/pum/default.htm>
 67. Bamahane, 2005, "The Military Colleges Will Work Under The Sponsorship Of The Hebrew University," "Yoram," December 20th 2005, <http://mivdak.yoram.co.il/ts.cgi?tsscript=archive/item&c=1&id=828173>
 68. Wikipedia, 2009, "Wingate Institute," "Wikipedia," Accessed: September 2009, <http://he.wikipedia.org/wiki/%D7%9E%D7%9B%D7%95%D7%9F%D7%95%D7%99%D7%A0%D7%92%D7%99%D7%99%D7%98>

69. A. Wingate News, 2007, "800 Occupied Territories Coordinator Soldiers Celebrate A Sports Day In Wingate," *Wingate Institute*, September 5th 2007, <http://www.wingate.org.il/Index.asp?CategoryID=100&ArticleID=3166&SearchParam=%F6%E1%E0>
 B. Wingate News, 2007, "7,000 Soldiers And Commanders Celebrate The IDF Championship At Wingate," *Wingate Institute*, October 18th 2007, <http://www.wingate.org.il/Index.asp?CategoryID=100&ArticleID=3284&SearchParam=%F6%E1%E0>
 Wingate News, 2007, "Long Distance Running And Physical Preparation For The Army Instructors' Course Opening At Wingate," *Wingate Institute*, October 26th 2007, <http://www.wingate.org.il/Index.asp?CategoryID=164&ArticleID=248&SearchParam=%F6%E1%E0>
70. Z'fat Academic College, 2009, "Political Science And Human Resources," *Z'fat Academic College* Accessed: September 2009, <http://www.Zefat.ac.il/Index.asp?ArticleID=150&CategoryID=89&Page=1>.
71. For Instance –Public Committee Against Torture, 2008,"Report: GSS Illegally Tortures Detainees' Family Members," *Public Committee Against Torture*, April 13th 2008 <http://www.stoptorture.org.il/he/node/1074>.
72. Levy, Gideon, 2008,"The Shin Bet's Academic Freedom," *Haaretz* September 8th 2008, <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1018912.html>
73. Traubman, Tamara, 2006, "The University In Jerusalem Will Approve The Course For GSS Personnel; Left Wing Activists: We'll Report To The British," *Haaretz* May 26th 2006, <http://www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArt.jhtml?itemNo=720257&contrassID=1&subContrassID=0&sbSubContrassID=0>
74. Levy, Gideon, 2008,"The Shin Bet's Academic Freedom," *Haaretz* September 8th 2008, <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1018912.html>
75. A. Wikipedia, 2009, "Flight Course," *Wikipedia* Accessed: September 2009, http://he.wikipedia.org/wiki/%D7%A7%D7%95%D7%A8%D7%A1_%D7%98%D7%99%D7%99%D7%A1
 B. Levy, Gideon, 2008, "The Shin Bet's Academic Freedom," *Haaretz* September 8th 2008, <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1018912.html>.
76. The Israel Navy, 2009, "Academization In Captains' Course," *The Israel Navy* Accessed: September 2009, <http://www1.idf.il/Navy/Site/Templates/controller.asp?lang=HE&fid=46025&did=46410&srch=2>
77. A. Ariel University Center Of Samaria, 2009, "Ariel University Center Of Samaria Homepage," *Ariel University Center Of Samaria* Accessed: September 2009, <http://www.ariel.ac.il>
 B. Monitoring Israeli Colonizing activities in the Palestinian West Bank and Gaza, 2005,"New Tenders To Expand The Ariel Settlement Bloc" *Monitoring Israeli Colonizing activities in the Palestinian West Bank and Gaza* September 15th 2005, http://www.poica.org/editor/case_studies/view.php?recordID=664
78. Ariel University Center Of Samaria, 2009, "A Little About Us " *Ariel University Center Of Samaria* Accessed: September 2009, <http://www.ariel.ac.il/management/admission/Video.aspx>
79. Herzog College, 2009,"Herzog College Homepage" *Herzog College* Accessed: September 2009, <http://www.herzog.ac.il/>
80. Monitoring Israeli Colonizing activities in the Palestinian West Bank and Gaza, 2004, "Hebrew University Expansionist Plans," *Monitoring Israeli Colonizing activities in the Palestinian West Bank and Gaza* December 7th 2004, http://www.poica.org/editor/case_studies/view.php?recordID=465
81. Zandberg, Esther, 2003, "Opposition To The Demolition Of Beidas House, One Of The Last Remains Of Sheikh Muwanis In Tel-Aviv," *Zochrot* August 13th 2003, <http://www.zochrot.org/index.php?id=393>
82. Sofer, Arnon, 2009,"Curriculum Vitae," *Haifa University* April 2009, http://web.hevra.haifa.ac.il/~ch-strategy/images/vitae/arnon_sofer.pdf
83. A. Cohen-Sefer, Ronit, 2009, "Five Years For The Haikin Department Of Geostrategy," *Haifa University*, 2009, http://web.hevra.haifa.ac.il/~chstrategy/images/publications/five_years.pdf
 B. Haikin Department Of Geostrategy, 2009, "Publications," *Haifa University* Accessed: September 2009, <http://web.hevra.haifa.ac.il/~ch-strategy/index.php?page=publications>
84. Zlikovic, Moran, 2005, "Students Protest Against 'Racist Seminar'," *Ynet*, May 17th 2005, <http://www.ynet.co.il/articles/1,7340,L-3086590,00.html>
85. A. Cook, Jonathan, 2009, "Israeli University Welcomes 'War Crimes' Colonel," *Electronic Intifada* February 10th 2009, <http://electronicintifada.net/v2/article10289.shtml>
 B. Hani, Ofri, 2009, "Lecturers: Prevent The Employment Of Colonel Pnina Sharvit-Baruch Who Had Approved The Fighting," *Haaretz* January 1st 2009, <http://www.haaretz.com/hasite/spages/1058731.html>

86. Ilani, Ofri, 2009, "Lecturers: Prevent The Employment Of Colonel Pnina Sharvit-Baruch Who Had Approved The Fighting," "Haaretz" January 1st 2009, <http://www.haaretz.com/hasite/spages/1058731.html>
87. Public Committee Against Torture, 2008, "Public Committee Against Torture Homepage," "Public Committee Against Torture" Accessed: September 2009, <http://www.stoptorture.org.il/>
88. Department Of Media Relations, 2007, "Hebrew U. Board Of Governors Approves Carmi Gilon As Vice President Of External Relations," "Hebrew University" June 6th 2007, http://www.huji.ac.il/cgi-bin/dovrut/dovrut_search_eng.pl?mesge118111567232688760
89. Ilani, Ofri, 2009, "A Student At The Technion Did Not Stand For The Singing Of Hatikva And Was Reprimanded," "Haaretz" May 24th 2009, <http://www.haaretz.co.il/hasite/spages/1087796.html>
90. Stern, Yoav, 2008, "Arab Student Refuses To Shake Shimon Peres' Hand," "Haaretz" November 2nd 2008, <http://www.haaretz.co.il/hasite/spages/1033572.html>.
91. Feldman, Yotam, 2009, "Instead Of Checking Handbags, Security Guards At Ben Gurion University Photograph Political Activists," "Haaretz" June 26th 2009, <http://www.haaretz.co.il/hasite/spages/1095855.html>
92. Cook, Jonathan, 2008, "Academic Freedom? Not For Arabs In Israel," "Arab Association For Human Rights In Israel" March 3rd 2008, <http://www.arabhra.org/HRA/SecondaryArticles/SecondaryArticlePage.aspx?SecondaryArticle=1635>
93. Guardian Archive, 2002, "More Pressure For Mid East Peace," "Guardian," April 6th 2002, <http://www.guardian.co.uk/Archive/Article/0,4273,4388633,00.html>
94. Palestinian Campaign For The Academic And Cultural Boycott Of Israel, 2009, "International Boycott-Related Initiatives," "Palestinian Campaign For The Academic And Cultural Boycott Of Israel" Accessed: September 2009, <http://www.pacbi.org/einside.php?id=67&prev=5>
95. BNC Europe, 2009, "Spain Excludes Settlement University From Academic Competition," "Global BDS Movement," September 19th 2009, <http://www.bdsmovement.net/?q=node/557>
96. Lancaster, F.W. and Haricombe, Lorraine, 2006, "The Academic Boycott Of South Africa: Symbolic Gesture Or Effective Agent Of Change?," "Perspectives on the Professions, Vol 15, No. 1, Fall 1995," Accessed August 2009, http://ethics.iit.edu/perspective/pers15_1fall95_2.html
97. Israeli Central Bureau of Statistics, 2009, "ICT Sector's Share of Total Product, Export and Jobs 2001-2008," "Israeli Central Bureau of Statistics" September 16th 2009, http://www1.cbs.gov.il/shnaton60/diag/18_04.pdf.
98. Lancaster, F.W. and Haricombe, Lorraine, 2006, "The Academic Boycott Of South Africa: Symbolic Gesture Or Effective Agent Of Change?," "Perspectives on the Professions, Vol 15, No. 1, Fall 1995" Accessed August 2009, http://ethics.iit.edu/perspective/pers15_1fall95_2.html
99. For example: Netanyahu, Benjamin, 2007, "Benjamin Netanyahu On The Academic Boycott," "Youtube" May 31st 2009, <http://www.youtube.com/watch?v=Q6iADF-tKPg>
100. Hani, Ofri, 2009, "The MK, The General Or The Mathematician, Who Will Be The President Of The Hebrew University?" "Haaretz" February 13th 2009, <http://www.haaretz.co.il/hasite/spages/1063942.html>
101. BBC, 2006, "Court Presses Israeli Army On Ban," "BBC," October 18th 2006, http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/6063776.stm

Déclaration d'objectifs de l'AIC

Le Centre d'Information Alternative (AIC) est une association militante palestino-israélienne progressiste orientée vers l'international. Elle est engagée dans la diffusion de l'information, l'argumentation politique, le militantisme populaire et l'analyse critique des sociétés palestiniennes et israéliennes ainsi que du conflit palestino-israélien.

L'AIC s'efforce de promouvoir la pleine égalité individuelle et collective, sociale, économique, politique et de genre, la liberté et la démocratie et le rejet de la philosophie (idéologie et pratique) de la séparation.

La tâche régionale la plus urgente est de trouver une solution juste au conflit vieux d'un siècle en Palestine et d'affronter le régime israélien d'occupation actuel dans son contexte international. La méthode d'action de l'AIC se développe à partir de la conscience que la lutte locale doit être pratiquement et analytiquement placée dans le cadre de la lutte mondiale pour la justice.

La structure interne de l'AIC et ses relations de travail cherchent à refléter les valeurs susmentionnées.

Shir Hever

L'économie de l'occupation

L'Economie de l'occupation est un bulletin d'information mensuel publié par le Centre d'Information alternative, qui offre une nouvelle approche de la situation économique dans les Territoires Occupés Palestiniens (TOP) et en Israël. On trouvera dans ce bulletin d'information des analyses singulières et accessibles des intérêts socio-économiques qui sous tendent l'occupation israélienne de la Palestine.

A l'heure actuelle, les publics politisés palestiniens ou israéliens dans leur majorité ont une compréhension limitée de leur propre situation socioéconomique. Les publications disponibles sont irrégulières, insuffisantes, souvent biaisées et échouent à lier systématiquement les questions sociales et politiques aux questions économiques dans les TOP et en Israël. Cette mauvaise situation rend urgent de proposer une lecture alternative de la réalité économique de l'occupation.

La publication traite différents problèmes, comme l'inflation, la dette, le commerce, l'emploi, la pauvreté et le capital, et démontre leur incidence sur les vies quotidiennes des Palestiniens et des Israéliens. Le propos est de sensibiliser et de contribuer à une lutte plus informée pour la justice sociale et une paix juste pour les Palestiniens et les Israéliens.

Les publications de l'AIC sont aussi disponibles à :
www.alternativenews.org